

sanfron*ti*ère

Hebdomadaire de l'Immigration et du Tiers-Monde

Il y a vingt ans

LE CESSEZ-LE-FEU EN ALGERIE



Maroc 3,50 DH • Tunisie 400 M • Suisse 2 F.S. • Canada CDN \$ 1,95 • Côte d'Ivoire 250 F. C.F.A. •

SOMMAIRE

A LA UNE :

- Spécial Algérie : 5 pages**
Il y a vingt ans,
Le cessez-le-feu Page 3
- La longue marche du**
Nationalisme Algérien
Chronologie Page 4
- Deux enfants dans la guerre**
Messali Hadj, la fin
d'une éclipse Page 5
- Chronologie des événements**
de la guerre d'Algérie Page 6
- Témoignages :**
L'Algérie, plein la tête Page 7

SUD-SUD :

- Le mouvement anti-Apartheid** Page 8
- Le Soudan, sauvé de**
la faillite ? Page 9
- Les deux byzantins**
sans patron (suite) Page 12
- L'autre face du club**
Méditerranée Page 13
- Les marchands ambulants** Page 14

CULTURE :

- Littérature tunisienne :**
pain et liberté Page 15

THEATRE :

- La récréation**
des clowns Page 16
- Grandeur et misère**
de la musique algérienne Page 17

Sans Frontière

Nidham ABDI
T. ARAB
Farid AICHOUNE
Khadidja BACHIRI
Kamal BELARBI
Joël BOULARD
Abdel Jalil BOUAKRA
Said BOUZIRI
Petra CAVA
Méjid DABOUSSI
Hocine DIDOU
Amadou GAYE
André HARTMAN
Daniel LACERDA
Mustapha MOHAMADI
Driss MOURAD
Fabienne MESSICA

Mohamed NEMMICHE
Blaise N'DJEHOYA
Macodou NDIAYE
Aline N'GOALA
Eduardo OLIVARES
PACO
POUBS
Lefla SEBBAR
Marc WEITZMAN
Hassan ZEROUAL
Dalila ZOUAOUI
Fowzia ZOUAOUI

ABONNEMENT

NADHIRA
Ali MAJRI

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin, 75003 Paris.
Tél. 278 44 78.
Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris.
Fondateur de l'Association « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet.
Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar »
Directeur de publication : Khali Hammoud
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire n° 61715
Diffusion N.M.P.P.
Pour tout courrier : 33 bd Saint-Martin, 3°

Imprimerie Voltaire-Impression, Montreuil.



Mais oui, mais oui ...

Sans Frontière, mon amour !
Sais-tu, mon « chou » que tu m'aides à vivre chaque semaine dans ce Paris si « speed », si « stressant ». Tu m'aides à supporter les longues heures que je passe dans ce corbillard qui s'appelle le métro.

Et puis, et puis, avec toi au moins, j'existe (Merde !!!)

C'est con, je n'arrive pas, avec des mots, à exprimer toute la séduction ressentie.

Ah, si j'étais poète ... ou peintre ...

Au revoir, mon café crème, mon steak et aussi mon punching-ball.

Doudou

Mais non, mais non ...

Salut les basanés,

Il ne manquait plus que ça. Un journal de bougnoules, de noirs, bref, de métèques associés. Pauvre France !

A quand l'agence de Presse « Sans Frontière ».

Je ne sais pas si mes compatriotes s'en rendent compte, mais la France, Paris en l'occurrence, change de plus en plus de couleur. Des restaurants Arabes, Africains, Antillais ... arpentent nos boulevards.

Des maisons de coiffure Afro-machin-truc jalonnent nos avenues.

Je ne sais pas pourquoi je vous parle de tout ça ...

Vous allez encore me traiter de raciste je sais ... Mais revenons à votre journal.

Je ne trouve qu'un mot pour le juger : « un ramassis d'insanités. Pas étonnant puisqu'il est l'écho de la Poubelle de la France. Vous voyez ce que je veux dire ...

Quant à la forme, n'en parlons pas. Si le pauvre « Vaugelas » ressuscitait, il mourrait une deuxième fois, de crise cardiaque.

Dites-moi pourquoi n'écrivez-vous pas en arabe ou en Bamboula ?

Sans rancune,

Charlie



COURRIER

Allons plus loin ...

Cher S.F.]

Enfin, après tant d'autres, une « vraie » question prise en direct -et sans tourner indéfiniment autour du pot ... et encore un scandale que vous contribuez à mettre à jour : comme les autres, les immigrés ont un sexe ! Ils peuvent désirer, aimer, être aimés ...

Le premier article sur ce thème (publié il y a un an ou 18 mois) ne voulait à peu près rien dire ; à l'époque, je l'ai regretté. Puis il y a eu l'article-témoignage culpabilisé-culpabilisateur d'un lecteur. Dommage que ce premier écho de vécu ait été un peu « mélo » et négatif. Merci donc d'avoir publié un

deuxième témoignage plus équilibré.

La cause est-elle entendue ? Pour avancer, pouvons-nous tenir pour acquis (au moins entre nous, et à défaut de mieux, comme hypothèse de travail), que l'amour souffle où il veut et que deux être peuvent s'aimer -et coucher ensemble- quelle que soit leur nationalité, leur religion, leur race, leur âge ... ou leur sexe.

Allant plus loin, j'arriverais seulement à faire ressentir une solidarité essentielle, auprès de ceux qui ne sont ni homos, ni bisexuels (mais la démonstration vaut encore plus pour les autres) ; disons que cette solidarité, c'est celle des « sales mecs », de ceux qui, par leur existence même, sont en permanence

insultables, qui ont un droit permanent à se faire casser la gueule sans autre raison que celle d'être ce qu'ils sont ... tous les « sales nègres », « sales juifs », « sales bicots », « sales pédés » et autres « chinatoun », tous à peu près également « éléments douteux, méprisables, indésirables » ...

Faut-il beaucoup réfléchir pour voir le jeu facile qu'il y a à pousser chacun de ces groupes à rejeter les autres, voire à les agresser par tous moyens (à la limite, on va « casser du ... »). C'est un peu comme s'il y avait une règle sociale du genre : d'accord, moi, « la norme », je te crache à la gueule, parce que tu n'es qu'un sale ... (choisir son terme) mais je te laisse

François va voir dans le couloir !

- S'il te plaît, Monsieur, donne un papier Bleu !
 - Pour avoir papier bleu, faut avoir papier vert.
 - S'il te plaît, Monsieur, donne un papier vert.
 - Pour avoir papier vert, faut avoir papier bleu.
- Tu comprends pas ? Bon Dieu, quelle race !

François va voir
Dans le couloir
du bureau des Papiers
Le défilé des Sans Papiers !

- S'il te plaît, Monsieur, carte de travail !
- Pour avoir travail, faut avoir séjour.
- S'il te plaît, Monsieur, carte de séjour !
- Pour avoir séjour, faut avoir travail. Tu comprends pas ? Bon Dieu, quelle race !

François va voir
Dans le couloir
du bureau des Papiers,
Le défilé des Sans-papiers !

- S'il te plaît, Monsieur, C'est pour rire ou quoi ?
- Il ne faut jamais rire avec la loi.
- S'il te plaît, Monsieur, tu s'rais pas raciste ?
- Moi ? ... J'ai ma carte au parti paraciste. Tu comprends pas ? Bon Dieu, quelle race !

François va voir
Dans le couloir
du bureau des Papiers,
Le défilé des Sans-papiers !

Papiers - Pas papiers - Papiers - Pas papiers -
J.P. Perrin



compenser en crachant à ton tour à la gueule des sales ... autres choix, non retenus ...)

Est-il dont indispensable d'écraser quelqu'un pour se sentir exister ? Est-ce que le combat de chacun de nous ne devrait pas être de détruire ce genre de situation ? Faut-il laisser croire que seuls ceux qui la vivent, sont concernés par une injustice ? Il n'est pas plus indispensable de pratiquer l'homosexualité pour le surprendre et l'admettre, voire l'accueillir et le défendre, qu'il n'est nécessaire d'être noir, arabe, berbère, juif, thaï ou chinois, pour savoir ce qu'est la vie de chacun d'eux.

Nous agresser entre nous, fait le jeu de trop d'intérêts et de préjugés, de bêtise et de méchanceté violente, dont nous sommes tous victimes, pour que nous ne criions pas « frères, soeurs, ne vous trompez pas d'ennemi, halte au carnage entre opprimés ! Que vive plutôt l'union ! »
Amicalement

Eric Kronor

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

Chômeurs et étudiants*		
1 an	9 mois	6 mois
200	150	100
250	190	130
280	250	140

* Sur justificatif

Abonnement Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Chèque

C.C.P.



IL Y A VINGT ANS, LE CESSEZ-LE-FEU

Evian.
« Officiel : l'Accord sur le cessez-le-feu en Algérie est conclu » Il est 18h02, lorsque le Flash de l'AFP tombe, sur les télésécriseurs en ce dimanche 18 mars 1962. Quelques instants plus tard, M^r Joxe représentant la délégation française indiquera devant les journalistes présents que le cessez-le-feu deviendra effectif le lendemain lundi 19 mars à midi.



Suspects arrêtés après les émeutes du 20 août 1955 dans le Constantinois.

Un espoir indéracinable

Pour la troisième fois, depuis la fin de l'année 1981 la guerre d'Algérie, revient à la une de l'actualité. Du massacre du 17 octobre 61 à Paris, à celui du métro Charonne le 8 février 1962. Deux tristes anniversaires, deux événements sanglants, qui seront le prélude à l'inespéré cessez-le-feu du 19 mars 1962. L'épilogue de cette sale guerre qui n'a jamais voulu dire son nom, réside en partie, dans la mémoire et l'oubli, de ces deux flaque de sang... Car quoique l'on en dise le gouvernement français, a été contraint de négocier ; et les « martyrs » de ces deux tueries, auront été l'ultime gage donné à une armée et une police, en grande partie acquise à l'OAS.

C'est donc après onze jours de laborieuses négociations que furent signés ce que l'on allait appeler par la suite les accords d'Evian. Les trois négociateurs français : M. Louis Joxe, Robert Buron et feu Jean De Broglie apposèrent leur signature, en ce début d'après midi du 18 mars 62, auprès de celle de Krim Belkacem pour le G.P.R.A., fixant le cessez-le-feu pour le lendemain 19 mars à midi.

Le peuple algérien venait de remporter la victoire, le colonialisme français, perdait la bataille, huit ans parés la cuisante défaite de Dien Bien Phu.

Mais le cessez-le feu n'est pas la paix, et dès l'annonce de sa proclamation, le général Salan, chef de l'OAS intimait l'ordre de grève générale à toute la population européenne d'Alger et d'Oran, ainsi que le harcèlement systématique des « forces ennemies » (gendarmes et CRS).

Mais c'est à la population « musulmane » déjà durement éprouvée (553 personnes abattues rien que pour le mois de février à Alger) que les tueurs de l'OAS vont s'en prendre.

Les quartiers européens sont désormais interdits à tous les « musulmans », les commandos « delta » et « alpha » veillent...

Alger et Oran vont connaître

l'enfer. Quelques jours avant le cessez-le-feu le 14 mars le romancier Mouloud Feraoun écrit dans son journal intime : « à Alger c'est la terreur (...) et ceux qui doivent gagner leur vie ou simplement faire leurs commissions sont obligés de sortir (...) sortent sans trop savoir s'ils vont revenir ou tomber dans la rue (...) ». Le lendemain, 15 mars, l'auteur de « la terre et le Sang » est assassiné par un commando « Delta », le corps criblé de seize balles de mitraillette.

Mais l'OAS allait commettre l'erreur qui allait lui être fatale, en attaquant une patrouille de soldats du contingent dans la nuit du 23 mars. Attaque qui fera sept morts parmi les appelés. En riposte, le général Charles Ailleret fait donner la troupe dans le quartier de Bab El Oued forteresse de l'OAS.

terrible, qui fit plus d'un million de morts du côté algérien, sans oublier les milliers de personnes déplacées, emprisonnées, torturées. Du côté français vingt mille soldats ont été tués, pour avoir défendu un idéal obsolète.

Un million d'européens quittent l'Algérie, faute de n'avoir pu s'entendre à temps avec la communauté musulmane.

Des milliers de Harkis, prennent eux aussi le chemin de l'exode pour s'être trompés de chemin.

La France part, laissant derrière elle un pays exangue cependant, que dans l'Algérie à peine libérée, la lutte pour le pouvoir s'engage. Les troupes de l'A.L.N. stationnées au Maroc et en Tunisie s'apprêtent à faire leur entrée dans Alger. Comme par miracle aussi le nombre des maquisards a con-

Seul un homme...

Mais cette opération ne donnera pas de résultats tangibles, l'OAS bénéficiant de la complicité de la police et de certains corps d'Armée, qui faciliteront la fuite des commandos OAS en n'appliquant pas les ordres de bouclage de certains secteurs.

Mais le rêve de refaire basculer l'armée venait de s'évanouir, la mort des sept appelés, marquait un point de non-retour. De plus, une force locale mixte commençait à voir le jour, composée de militants F.L.N. et de gendarmes français, pour faire face aux attentats toujours plus meurtriers de l'OAS, qui désormais pratiquait la politique de la terre brûlée. Il faudra attendre le 17 juin pour qu'enfin la terreur cesse, après un accord intervenu entre le F.L.N. et l'O.A.S. qui met fin aux combats.

Cette fois, la guerre d'Algérie venait enfin de se terminer, l'Algérie allait enfin accéder à l'indépendance après cent trente deux ans de colonisation, et sept ans et demi de guerre, une guerre

sidérablement augmenté à l'instar des F.F.I. d'août 1944 à la libération de Paris.

Ces nouveaux maquisards, que les Algériens appelleront ironiquement les « Moudjahidin » « Es-shab 19 mars » (maquisards de la dernière heure).

Désormais, le drapeau vert et blanc frappé de l'étoile et d'un croissant rouge flotte sur Alger, l'état Algérien est né. Un vieux rêve qui avait pris naissance en 1926 au temps de la glorieuse Etoile Nord Africaine, s'est enfin réalisé. Dans une Algérie en liesse, on fête l'indépendance dans l'allégresse générale. Seul un homme, Messali Hadj, le père du Nationalisme Algérien, ne sera pas de la fête... peut-être pense-t-il à ce moment-là à la grande manifestation appelée par le PPA le 14 juillet 1937 à Alger, où marchant en tête du défilé, le drapeau Algérien fut déployé, pour la première fois depuis 1830. Mais l'Histoire, est souvent ingrate...

Farid Aichoune

Enfin le jour « J » arriva

C'est dans le « centre » que j'ai passé les derniers mois de la guerre d'Algérie. Les algériens, réfugiés au Maroc à Kénitra, avaient surnommé ainsi une grande maison de trois étages. que le F.L.N. avait acheté pour héberger les Moudjahidines en convalescence, à leur sortie des hôpitaux d'Oujda ou d'ailleurs.

Entre 12 et 14 ans, je passais la majeure partie de mon temps dans ce centre, au milieu de ces combattants que j'admirais ; par leur intermédiaire, je suivais les nouvelles du front et passais des heures à les écouter raconter les opérations militaires auxquelles ils avaient participé.

Pour le petit orphelin que j'étais - mon père était mort en 1958 - le centre était ma deuxième maison, et ces combattants qui m'avaient adopté étaient pour moi comme des pères adoptifs... Pour la majorité d'entre eux, leurs familles étaient restées au pays.

A midi, je déjeunais avec eux, et le soir avant de rentrer chez moi, je faisais mes devoirs. J'avais presque toujours droit à une leçon « d'héroïsme et d'idéal patriotique » de la part de l'un d'eux.

Durant les quinze jours qui ont précédé le cessez le feu, l'atmosphère au centre avait brusquement changé...

Par les moudjahidines, je savais que les négociations avaient commencé, et remarquais d'incessants va et vient de « responsables »... Les combattants, ne parlaient plus d'opérations militaires, mais passaient tout leur temps à écouter la radio.

Le soir, à la maison, je faisais veiller ma mère, parfois jusqu'à 2 heures du matin pour écouter les nouvelles... De radio Tunis, on passait à Radio le Caire, pour entendre la « voix de l'Algérie », Saout el Arab, Saout Al Djazair Al Moukafiha.

Ma mère écoutait les nouvelles sur les négociations sans trop y croire... Nous venions juste d'apprendre l'arrestation de mon frère aîné, resté en Algérie. Arrêté après un attentat où un capitaine français avait été tué, il risquait la peine de mort... Elle disait que « les français allaient arrêter les négociations algériennes ».

C'est dans ce climat que nous avons appris la nouvelle du cessez-le-feu.

Au « centre » où je me suis précipité, on me confirme la nouvelle. Les combattants m'embrassent, certains en pleurant. Ils savaient qu'à leur retour, ils ne retrouveraient pas les leurs.

Dans le quartier où nous habitions, nous étions les héros. Mais ce n'est qu'après l'annonce de la libération de Ben Bella et ses compagnons et leur retour à Tunis, que nous avons senti que l'indépendance était là. Les familles ont alors commencé les préparatifs pour le retour en Algérie.

On cousait des drapeaux de toutes les dimensions, et ma mère

avait acheté du tissu pour nous préparer des chemises. Je continuais à aller au centre pour voir les préparatifs du retour.

C'est là que j'ai appris la nouvelle de l'arrivée de Ben Bella et de certains membres du « G.P.R.A. » à Rabat.

Le jour de son arrivée, je suis parti avec toute une bande de jeunes marocains du quartier, à pied, pour Rabat.

Les quarante kilomètres qui séparent Kénitra de la capitale marocaine ne nous faisaient pas peur. Quelques mois avant, nous avions fait le même parcours lors de la mort de Mohammed V.

Nous n'arrivâmes qu'à 18 heures. Nos « héros » étaient passés depuis longtemps, les gens rentraient déjà à Kénitra.

Des voisins qui nous avaient reconnu nous ramenèrent en voiture, fatigués et désespérés.

Un mois et demi durant, nous avons attendu l'ordre du retour. Tout était prêt dans les familles : les bagages étaient emballés et les cadeaux achetés.

Début juin, c'est enfin le jour J : les responsables du F.L.N. nous informèrent qu'un train allait être mis à la disposition des réfugiés pour les ramener en Algérie. Le voyage du retour dura 36 heures. Le train parti de Casa, faisant de longues haltes à Rabat, Kénitra Méknès, Fès... était accueilli, à chaque ville, par une foule nombreuse d'algériens et de marocains.

Dans chaque ville, il embarquait des familles avec tous leurs bagages.

Pour nous réfugiés algériens, qui avons vécu à Kénitra, Oujda nous



Soldats de l'ALN.

donna un avant-goût de l'Algérie. Il y avait partout des soldats de l'ALN en armes... faisant le service d'ordre et renseignant les réfugiés.

Puis ce fut l'arrivée à la frontière et la découverte de la guerre, ou plutôt de ses traces : les barbelés, les blockaus, les casernes et les soldats français, partout présents... C'est au milieu de ces soldats que le train entra en Algérie... De tous les wagons les you-you montaient, alors que nous brandissions les drapeaux algériens par les fenêtres. Nous ne savions pas encore ce qui nous attendait... l'OAS elle le savait...

Mustapha Mohamedi



algérie

LA LONGUE MARCHÉ DU NATIONALISME ALGERIEN (1926-1954)

1918

Au sortir de la première guerre mondiale, le paysage de l'Algérie est profondément modifié. Cette période marque le début d'une émigration en masse des travailleurs algériens vers la France. Emigration forcée pour deux raisons. D'abord remplacer dans les usines et les chantiers les soldats français au front (le nombre des émigrés passe à 119 000, 61 000 resteront en France après la guerre). Ensuite servir de « chair à canon » (173 000 algériens sont mobilisés, 25 000 seront tués). Pour tous les nouveaux arrivants, c'est la découverte d'une nouvelle « civilisation » les premiers contacts avec le mouvement ouvrier. En 1917 des ouvriers émigrés déclenchent des grèves à Bordeaux et à Lyon.

1919

Le gouvernement Jonnard promulgue une loi qui étend la citoyenneté française à certaines catégories d'Algériens anciens militaires décorés, propriétaires fonciers, riches notables « indigènes » connus pour leurs sentiments pro-français.

1921

Au Maroc, des insurgés avec à leur tête l'Emir Abd-El-Krim, battent les Espagnols à la bataille d'Anoual et proclament en 1922 la république du Rif.

1924

En application des directives de l'Internationale communiste, le PCF crée l'Union Inter Coloniale. Elle comprend quatre sections dont celle d'Afrique du Nord qui donnera naissance à l'Etoile Nord Africaine.

1925

Les travailleurs algériens dans l'émigration, commencent à se regrouper. Ils commentent avec passion l'appel lancé par Abd-El-Krim, qui des maquis du Rif, leur dit : « Ne formons qu'un seul groupe, levons nous ensemble, portons un coup décisif et nous chasseront, une fois pour toute l'opresseur de notre pays. O mes frères Tunisiens et Algériens, l'heure de notre délivrance du joug de la France est arrivé ».

**La naissance
du nationalisme
dans
l'émigration
(1926/1936)**

1926

120 000 Algériens résident en France. Paris (et sa région industrielle) qui rassemble la plus forte proportion d'ouvriers algériens est donc le berceau du nationalisme algérien. En juin,

l'E.N.A. voit officiellement le jour. Son programme et ses statuts affirment : « Que le but fondamental de l'Etoile Nord Africaine est : LA lutte pour l'indépendance totale de chacun des trois pays : Tunisie, Algérie et Maroc et l'unité et l'Afrique du Nord. Ils revendiquent :

Une Assemblée Nationale Constituante élue au suffrage universel, le suffrage universel à tous les degrés dans toutes les assemblées, pour tous les habitants de l'Algérie. La langue arabe promue langue officielle.

La remise de toute propriété à l'Etat Algérien : les banques, les mines, les chemins de fer, les ports et les services publics accaparés par les conquérants. La confiscation des propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières et la remise des terres confisquées aux paysans. La remise à l'Etat Algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat Français.

1927

Messali Hadj, secrétaire général de l'Etoile assiste au Congrès de Bruxelles au mois de Février organisé par la ligue contre l'oppression Coloniale. Il y déclare notamment : « Le peuple algérien qui est sous la domination française depuis un siècle, n'a plus rien à attendre de la bonne volonté de l'impérialisme français pour améliorer son sort » il se prononce pour l'indépendance totale de l'Algérie, la création d'une Assemblée constituante souveraine.

1929

L'Etoile Nord Africaine (E.N.A.) est dissoute au mois de novembre par le gouvernement français. Elle groupe alors 4 000 militants répartis en quinze sections dont huit à Paris. Une forte proportion de kabylo encadre le mouvement nationaliste naissant. Le journal de l'E.N.A. « L'Ikdam » commençait à se faire connaître en Afrique du Nord avant la dissolution.

1930

Au moment des fêtes grandioses organisées en Algérie pour le centenaire de la colonisation, le mouvement nationaliste algérien est exangue, tiraillé par les luttes entre nationalistes et communistes, qui veulent s'assurer le contrôle de l'exil.

1933

En juin l'E.N.A. se reconstitue. Ses nouveaux statuts adoptent l'interdiction de la double appartenance avec le P.C.F. Son programme prévoit toujours la conquête de l'indépendance de l'Afrique du Nord. Messali, Imache, Radjeff, composent la nouvelle direction de la nouvelle organisation, dont le journal est « El Ouma ».

1935

La répression constante (arrestation des principaux

dirigeants de l'Etoile en novembre 1934), l'E.N.A. redouble d'activité. De mai à août 1935, elle tient 44 meetings dans la seule région

parisienne. La police lui reconnaît 2 500 adhérents environ. L'Etoile Nord Africaine qui a adhéré officiellement au « Comité du rassemblement populaire » (devenu le front populaire) se montre pourtant inquiète et déçue de l'attitude des représentants du front populaire vis à vis du problème colonial.

1936

Le 7 juin, à Alger, se tient le premier congrès Musulman qui rassemble la fédération des élus, les Oulémas et le PCA. La charte politique du congrès se prononce pour « le rattachement à la France ».

**La période
héroïque**

1936/1946

En août, lors d'un meeting organisé à Alger par le congrès musulman, Messali qui y assiste prend position contre le projet Blum-Violette. Prenant une poignée de terre devant 20 000 Algériens présents dans le meeting, il s'exclame : « cette terre est à nous, nous ne la vendrons à personne ». L'Etoile commence à être connue dans toute l'Algérie. Un appel est diffusé à Alger en octobre sous le titre : « Peuple algérien, si tu veux vivre et vaincre organise toi » (...) cette organisation existe, elle s'appelle l'Etoile Nord Africaine, elle mène la bataille depuis 10 ans et c'est elle seule qui a sauvé l'honneur de l'Algérie aux moments les plus critiques de son histoire et également au moment où tout le monde se taisait ». Des sections se constituent dans quelques villes d'Oranie, du Constantinois et surtout Alger et sa banlieue.*

1937

En janvier le gouvernement du front populaire dissout l'E.N.A. En mars à Nanterre, est lancée une nouvelle organisation : « Le Parti du Peuple Algérien » (P.P.A.) dont le siège est fixé à Alger. L'audience du PPA s'accroît surtout dans la jeunesse algérienne. En octobre, après l'arrestation des dirigeants nationalistes (en août) une liste du P.P.A. l'emporte aux élections cantonales.

1938/1939

A la veille de la seconde guerre mondiale, le P.P.A. poursuit sa progression avec son programme dans lequel il présente sa solution : « trois mots d'ordre : suffrage universel, parlement algérien, émancipation ». Le congrès musulman se disloque, après le rejet par le sénat du projet Blum. Violette, Benjelloul et Ferhat Abbas créent un nouveau parti réformiste « Franco-Musulman Algérien » et « l'Union Populaire

Algérienne ». Le 14 avril 1939, le candidat du P.P.A. réussit à battre tous les autres candidats dans une élection à Alger. Le 26 septembre le P.P.A. qui s'est prononcé contre toute offre de collaboration avec la France au moment de la déclaration de guerre (l'Afrique du Nord n'est rattachée à la France par aucun sentiment si ce n'est que la haine que cent ans de colonisation ont créée dans nos coeurs) est dissous.

1941

Messali, qui a refusé toutes les propositions du gouvernement de Vichy, est condamné par un tribunal militaire à 16 ans de travaux forcés, 20 ans d'interdictions de séjour, la dégradation civique et à la confiscation de ses biens. Il est transféré au pénitencier de Lambèze avec les autres dirigeants du P.P.A. ayant refusé la coopération avec l'axe.

1943

Après le débarquement des alliés en Afrique du Nord (8 novembre 1942) Ferhat Abbas lance le manifeste du peuple Algérien. Il y préconise un état algérien fédéré à la France. Messali propose un additif « à la fin des hostilités l'Algérie sera érigée en Etat algérien doté d'une constitution propre qui sera élaborée par une assemblée algérienne constituante élue au suffrage universel par tous les habitants de l'Algérie ».

1944

Le 4 avril libération des Amis du manifeste et de la liberté (AML). Pour des raisons techniques, le PPA y apporte son appui.

1945

Le 2 mars la tendance P.P.A. l'emporte largement au congrès des A.M.L. Le 8 mai, ce sont les massacres de Sétif et de Guelma. Le P.C.F. dénonce : « des provocateurs hitlériens du P.P.A. (Alger Républicain du 12 mai 45). Les massacres font 15 000 morts selon le rapport de la commission d'enquête dirigé par le général Tubert. A ce moment, le mouvement nationaliste algérien compte plus de 10 000 militants.

**La crise
du mouvement
nationaliste
(1946/1954)**

1946

Création en octobre du Mouvement pour le triomphe des Libertés Démocratiques (M.T.L.D.) par Messali Hadj qui vient juste d'être libéré.

1947

Le 15 février, au premier congrès du M.T.L.D. il est décidé la mise en place d'une organisation para-militaire l'Organisation Spéciale (O.S.).

1947/1949

Début d'une première crise dans le M.T.L.D., connue sous le nom de la « crise berbériste ». L'opposition à Messali se regroupe derrière le Dr. Debaghine qui est exclu en décembre 1949.

1950

La police française découvre en mars l'Organisation para-militaire du M.T.L.D., l'OS. Les membres du comité central soucieux de préserver leur légalisme, sont pris de panique.

1951

Messali part en tournée au Moyen Orient pour tenter d'internationaliser le problème algérien (rencontre avec l'Emir Abd-El-Krim).

1952

Le Comité Central s'oppose à une tournée que Messali organise en Algérie. Elle reproche à ce dernier « les actions spectaculaires, les vociférations et les manifestations verbuses d'un nationalisme primaire ».

1953

En avril, au deuxième congrès du MTL, à Alger c'est le triomphe de la ligne réformiste et l'ouverture de la crise ouverte entre « Messalistes » et « Centralistes ». En décembre Messali, s'adresse directement aux militants et porte à leur connaissance ses divergences avec le Comité Central du Parti.

1954

Alors que la bataille fait rage entre messalistes et centralistes, une nouvelle tendance se crée en mars pour le déclenchement de l'action immédiate. Il s'agit du Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (C.R.U.A.) qui donnera naissance au F.L.N. le premier novembre.

Au congrès d'Hornu (13/15 juillet) les messalistes prennent la majorité dans le MTL. La scission est définitive avec les centralistes qui tiennent de leur côté un congrès en août à Alger. Avant que ne s'ouvre la révolution algérienne le mouvement nationaliste algérien qui a trente années de combat derrière lui, compte près de 20 000 militants et sympathisants.

Chronologie établie par :
Benjamin Stora
Historien



*Deux enfants
dans la guerre.
Akli avait huit
ans il vivait à Paris
avec sa famille, son
père était au F.L.N.*

*Smaïl, lui avait dix ans, il vivait en Algérie,
son père était harki. Tous deux se souviennent
chacun à sa manière.*

On sait pas où on va, mais on y va

Paris, le 18 mars 1962, les infos à la télé, le journaliste annonce que le cessez-le-feu vient d'être décrété en Algérie. Soudain, c'est l'explosion de joie autour de moi.

Ma mère lance des « *vous vous* » stridents jusqu'à s'en égosiller ; mon père n'en croit pas ses oreilles et part écouter en solo Geneviève Tabouis sur Radio Luxembourg.

Mon oncle Rachid est venu diner comme tous les dimanches. Après une embrassade générale tout ce joli monde se met à tirer des plans sur la comète. Rachid est pressé de rentrer au pays où sa femme l'attend, et de plus il faudra qu'il refasse une partie de sa maison qui a été détruite par les bombardements.

Mon père retrouve une deuxième jeunesse, il se promet de défricher tout son « *terroir* » qu'il a dû abandonner près de Bougie. Quant à ma mère, elle parle, elle crie, elle chante.

La couscoussière aussi ne se sent plus de joie, elle s'ouvre large en deux, et se répand sur moi. Je n'y comprends rien à toute cette joie !

La réalité a très vite repris ses droits, une semaine plus tard, j'apprends que « *Ammi* » Sliman, notre voisin s'est fait descendre dans un bar près de l'avenue des Gobelins par l'OAS. C'est quoi l'OAS ? C'est quoi le cessez-le-feu ?

Mars 1982 :
Mon oncle Rachid a fait venir sa femme depuis 1963. Ses cinq enfants sont nés à Paris. Il s'est acheté un petit pavillon en grande banlieue, il roule en 504 vous avez deviné la marque ! Il ne lui manque plus que le berger allemand, et il aura toute la panoplie.

Mes parents habitent toujours en banlieue sud, et comme beaucoup d'immigrés, ils vont une fois par an à Bedjaïa histoire de prendre la température du Bled et d'écouter les derniers ragots.

- Et moi ?
- Eh bien je respire mieux au forum des halles qu'à El Harrach, et je préfère Barbès à Bab El Oued !

- Retourner un jour dans mon pays ?

- Oui bien sûr !

- Mais quand ?

- Demain, non après demain, en fait je n'en sais rien.

- Parmi les expressions que je vais citer qu'elles sont celles qui sensibilisent le plus ?

- Algérien, immigré, Arabe, Berbère, deuxième génération, Maghrébin, apatride, assimilé ?

- Si je donne les trois premières dans l'ordre qu'est-ce que je gagne ?

- Es-tu heureux de vivre en France ?

- Bof...

- C'est quoi le bonheur ?

- Bon maintenant j'ai assez supporté et j'ai mieux à faire. J'ai rendez vous avec Momo et Farid au Tribunal. Il y aura sûrement une galère ce soir... Besslama !

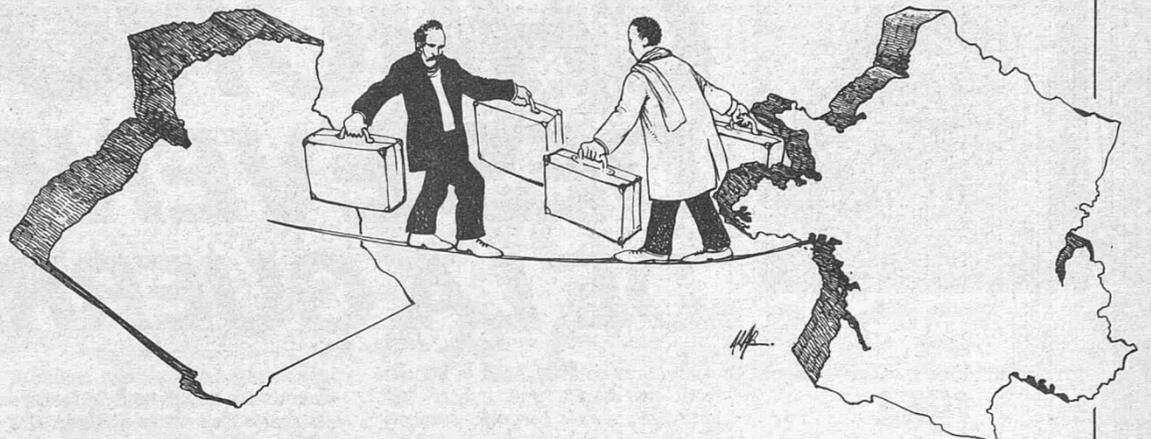
- Une dernière question

- Vite fait alors !

- C'est quoi une galère ?

- Laisse béton ! Trop compliqué à expliquer Tchao !

**Propos d'Akli Tadjer
Recueillis par Akli Tadjer.**



Messali Hadj:

LA FIN D'UNE ECLIPSE?

Par un curieux hasard de l'histoire, au moment où l'on commémore le XX^e anniversaire de l'indépendance algérienne, Messali Hadj, pionnier du nationalisme algérien, mort en 1974, sort de l'ombre où il a été plongé. Deux ouvrages : ses « mémoires » et une biographie, viennent de sortir.*

Ce personnage reste assez peu connu, la vie de Messali se confond pourtant avec l'histoire du nationalisme algérien. C'est ce qu'explique Ben Bella dans sa préface aux Mémoires. « *Ce fantastique embrasement de Novembre 1954 qui devait bouleverser notre destinée et celle d'autres hommes asservis, c'est pour beaucoup à cet homme que nous le devons. Pour s'en convaincre il suffit de faire un saut en arrière et de retourner en cette date de 1926. Ils étaient peu nombreux en vérité, ceux qui croyaient qu'un jour notre pays put retrouver son indépendance. Ils étaient encore bien peu des années après. C'est grâce à cet homme et à une poignée de partisans que ce qui paraissait une folle utopie put devenir réalité* »

Messali Hadj a rédigé ses Mémoires tout au long de sa vie et, terrassé par la maladie puis la mort il n'a pu ni les mener à bonne fin, ni les préparer pour une éventuelle édition. Elles s'achèvent donc brusquement au milieu de l'année 1938. Ce que le lecteur va découvrir, c'est d'abord la lente émergence d'un Algérien inconnu que tout prédestinait à rester dans l'ombre, c'est aussi la difficile naissance du futur grand parti national algérien auquel il s'est identifié. On s'est souvent demandé comment cet homme du peuple avait pu inspirer le mouvement national et s'imposer comme son leader. On verra dans ses Mémoires que l'indomptable patriotisme, la foi religieuse et la tenacité politique ont pu avoir raison de la faillite des « *élites* » algériennes de l'époque.

Né le 16 mai 1898 à Tlemcen, il est le fils d'un artisan, adepte de la Confrérie religieuse des Derkaouas. « *J'ai vécu comme un bouchon sur l'eau* ». C'est par cette phrase lapidaire, qu'il résume les premières années de sa vie. Le service militaire en 1918 à Bordeaux le sort de la torpeur de son adolescence. Il est tour à tour désemparé par la défaite de la « *Turquie et de l'Islam* », indigné par les brimades et les inégalités qui ont cours dans son régiment à l'égard des Algériens, enthousiaste lorsqu'il apprend la révolution kemaliste, intéressé par l'existence du mouvement ouvrier français et ébloui... par une culture à laquelle il n'avait jamais eu accès. Il

fréquente donc le théâtre de Bordeaux et décide de s'inscrire à l'Université comme auditeur libre pour apprendre l'arabe. Ainsi commence son itinéraire d'autodidacte. Démobilisé, il ne se fixe pas à Tlemcen et se rend à Paris. C'est l'époque de la guerre du Rif. Participant aux meetings organisés par le P.C.F., l'heure de l'action et de l'organisation a sonné. Vivant dans la misère, travaillant d'usine en usine, il est réceptif à une approche révolutionnaire de la question sociale et nationale. Il adhère avec ses amis à l'Etoile Nord-Africaine (E.N.A.)

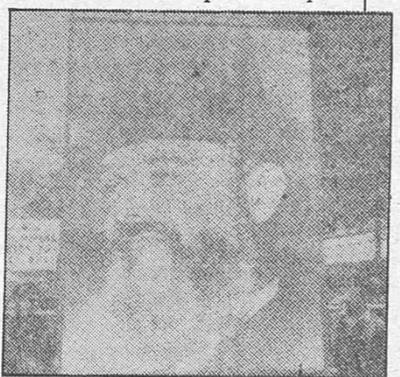
Il la transforme en organisation nationaliste algérienne de type moderne, solidement structurée, centre d'éducation et d'action. Messali alors tout juste 28 ans lorsqu'il est élu secrétaire général. Son ascension commence, le Congrès anti-impérialiste de Bruxelles en 1927 devait la souligner. Il y prononce, devant ceux qu'on appellera bientôt les leaders du « *tiers-monde* » (Nehru, Ho-Chi-Minh, M. Hatta...) un discours retentissant où pour la première fois est évoquée l'indépendance de l'Algérie. Lorsque l'Etoile est dissoute en 1929 par le gouvernement français, Messali est brouillé avec les communistes qui, selon lui, « *ont voulu nous imposer leur système sans tenir compte nullement du nôtre* ». Commence alors sa traversée du désert, date à laquelle l'Etoile se dote d'un programme d'inspiration démocratique et socialiste, dont réforme agraire, unité nord-africaine et lutte prolétarienne pour l'indépendance nationale sont les grands principes directeurs. Par ce programme, Messali s'affirme définitivement comme dirigeant politique.

Messali Hadj, était un orateur né et un tribun populaire. S'exprimant avec la même fougue en français et en arabe dialectal, il pensait évidemment dans sa langue maternelle. Ce récit auto-biographique évoque irrésistiblement un conte arabe parlé devant un cercle d'auditeurs attentifs et patients. Les éditeurs nous précisent qu'ils ont été obligés de pratiquer des coupures dans le texte original qui comporte 6 000 pages. Cette première publication nous a mis l'eau à la bouche. Une édition com-

plète, accompagnée d'un appareil de notes et d'explications, s'impose pour une connaissance approfondie de l'histoire de l'Algérie contemporaine.

La biographie établie par Benjamin Stora, jeune universitaire, né en Algérie, passionné par l'histoire de la révolution algérienne, est un complément indispensable pour la compréhension des mémoires de Messali qui comme nous l'avons vu plus haut s'arrêtent en 1938.

Il a utilisé pour son travail : rapports de police, coupures de presse de l'époque, témoignages de vieux militants etc. La rupture avec le P.C.F., le programme des organisations nationalistes d'avant-guerre ; tout cela est analysé, dissequé ; mais surtout, l'ouvrage de B. Stora, aborde ce qui n'est pas traité dans les mémoires, la place prise par Messali dans le cours de la révolution algérienne. Le livre rétablit la vérité sur bon nombre d'accusations : « *pratique du culte de la personnalité* » « *diviseur* », « *sectaire* », « *mégalomane* » puis « *traître* » les épithètes et les calomnies n'ont pas manqué.



Portrait de Messali porté par des militants lors de la grande manifestation du 1er mai 1954.

L'auteur insiste aussi sur les erreurs que Messali a commises.

La fin du livre relate l'enterrement de Messali Hadj. A Tlemcen, plusieurs milliers de personnes, prévenues de bouche à oreille, lui feront des obsèques grandioses. En dépit de ses erreurs, Messali reste pour B. Stora un personnage d'une stature exceptionnelle dans l'histoire de l'Algérie. Vouloir l'ignorer ou le faire disparaître c'est tenter d'effacer une page essentielle de l'histoire de la révolution algérienne. Vingt ans après l'indépendance, ça n'est pas concevable.

Beny Malapa

*Les mémoires de Messali Hadj 1898-1938. 319 pages, 78 f

*Messali Hadj 1898-1974 de B. Stora aux Editions Sycomore, 300 pages, 76 F à paraître courant mars.

J'y suis, je reste

Vingt ans après le 19 mars 1962, je recherche et je pioche dans ma mémoire d'enfant de 10 ans que j'avais à l'époque.

L'événement par lui-même, je ne le comprenais pas, mais toujours est-il que cet environnement de guerre me poussait à jouer aux petits soldats, à l'image de ceux que je cotoyais. En ce printemps de 1962 les fêtes se succédèrent avec des « *yous-yous* » qui n'en finissaient pas et des coups de feu en signe de réjouissance, nous tenaient éveillés nuits et jours ma naïveté enfantine me poussait à participer à ces festivités mais j'étais toujours repoussé car j'étais un fils de « *harki* » et j'étais indigne de me mêler à la fête. Je ne comprenais pas et je rebroussais chemin en pleurant.

Un mois passe accompagné de remontrances quotidiennes. Mon père revint à la maison avec une escorte militaire et nous emmena

avec lui. C'était le début de notre exil vers la France. Pour moi, enfant de 10 ans, partir c'était merveilleux !

Enfin j'allais connaître cette France « *si belle et généreuse* » dont on me parlait souvent.

Vingt ans après ayant vécu et grandi dans cette France de mon enfance, je comprends mieux cette histoire qui n'est plus la mienne par la force des choses et dont je suis pourtant partie intégrante.

Sans complexes, je pense que l'Algérie eut raison de lutter pour acquérir la liberté et la dignité de son peuple.

Cependant j'assume sans réserve mon identité de « *Français Algériens* ».

J'estime qu'à défaut d'avoir pu jouer un rôle à cette époque, je peux aujourd'hui oeuvrer, ici en France pour le rapprochement Franco-Arabe.

Small Boukhalfa



CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS DE LA GUERRE D'ALGERIE

1954

1er Novembre :

L'insurrection éclate sur l'ensemble du territoire algérien. Une organisation jusque là inconnue revendique toutes les opérations militaires : **Le FLN**.

La rébellion est dirigée de l'intérieur par six hommes tous anciens de l'Organisation Spéciale (OS) du MTLD **Larbi Ben M'hidi, Didouche Mourad, Rabah Bitat, Krim Belkacem, Mohamed Boudiaf, et Mostefa Ben Boulaid**.

La représentation extérieure est assurée par : **Hocine Ait Ahmed, Ahmed Ben Bella, et Mohamed Khider**.

5 Novembre :

Le MTLD est interdit. Les responsables, et des centaines de militants sont arrêtés. **Messali Hadj** est mis en résidence surveillée en France.

Le MTLD est transformé en Mouvement National Algérien (M.N.A.)

20 Novembre :

Autonomie de la Tunisie.

1955

25 Janvier : **Jacques Soustelle** est nommé gouverneur général en Algérie.

5 février : Chute du gouvernement **Mendès France**.

23 février : **Edgar Faure** forme un nouveau cabinet.

31 Mars : L'état d'urgence est décrété en Algérie.

début avril : **Abane Ramdane** sort de prison où il vient de purger une peine de 5 ans dans une prison française. Il rejoint le FLN.

4 Avril : L'aspirant **Maillet** déserte et forme un maquis « rouge ». Il sera tué au combat le 4 juin 1955.

18-24 Avril : Le FLN est représenté à la conférence de **Bandoeng**.

Début Août : Départ des premiers rappelés pour l'Algérie.

20 Août : Emeute dans le **Constantinois**.

Septembre : Le Parti Communiste Algérien (P.C.A) est interdit.

Novembre : Retour de **Mohamed V** à Rabat. (Maroc).

1956

Janvier : Elections législatives : le Front Républicain l'emporte, **Guy Mollet (S.F.I.O.)** devient président du conseil. Les immigrés Algériens boycottent les élections et observent une grève générale.

16 février : Les messalistes créent l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens. (U.S.T.A.). Ce syndicat sera très implanté en France où l'ensemble de la communauté algérienne est restée messaliste.

24 février : Le FLN réplique en fondant l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.). C'est le début du cycle infernal qui

commence, le M.N.A. et le F.L.N. vont se mener une guerre impitoyable sur le territoire français qui va durer deux ans jusqu'à ce que le F.L.N l'emporte.

3 Mars : **Indépendance du Maroc**.

12 Mars : Vote des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie.

Le Parti Communiste vote pour.

17 Mars : **François Mitterrand** ministre de la Justice signe les lois scélérates 56268/56269 qui vont faire condamner à mort les militants F.L.N.

20 Mars : **Indépendance de la Tunisie**.

19 Juin : Première exécutions capitales de militants FLN à Alger qui vont marquer le début de la « Bataille d'Alger ».

20 Août : Le F.L.N. définit sa politique au congrès de la **Soummam** et se dote d'une direction collégiale le CCE composée de **Abane Ramdane, Larbi Ben M'hidi, et Krim Belkacem**. **Rabah Bitat** est en prison, quant à **Didouche Mourad** et **Mostefa Ben Boulaid**, ils sont morts au combat.

30 Septembre : En réponse aux exécutions capitales le F.L.N. réplique par des attentats meurtriers dans les bars européens d'Alger.

22 Octobre : Interception en vol des responsables extérieurs du F.L.N. dans l'avion qui les transportait du Maroc pour aller en Tunisie (**Ait Ahmed, Ben Bella, Boudiaf, Khider** et avec eux **M. Lacheraf**). Les autorités françaises viennent de faire le premier détournement d'avion.

23 Octobre : **Insurrection à Budapest**

4 Novembre : Les chars russes entrent à Budapest.

5 novembre : **Expédition de Suez**. Intervention des troupes Franco-Britanniques en Egypte.

14 Décembre : Le général **Raoul Salan** est nommé commandant en chef en Algérie.

1957

Début janvier : Les pouvoirs de police à Alger sont confiés à la 10^e division parachutiste du général **Massu** par le gouverneur général **Robert Lacoste (S.F.I.O.)**.

28 janvier : Les paras brisent la grève générale ordonnée par le F.L.N.

12 février : **Fernand Yveton** ouvrier communiste est guillotiné à la prison Barberousse à Alger pour « sabotage ».

23 février : **Larbi Ben M'hidi** est arrêté par les paras du colonel **Bigard**. Remis aux sections spéciales, il sera assassiné.

27 Mars : Le général de **Bollardière** compagnon de la libération est condamné à 60 jours d'arrêt de rigueur pour avoir dénoncé la torture.

29 Mars : **Paul Teitgen** secrétaire général à la préfecture d'Alger démissionne lui aussi pour protester contre la torture.

21 Mai : Chute du gouvernement **Mollet**.

Juin : **Maurice Audin** militant communiste meurt sous la torture aux mains des paras à Alger. (La question » Henri Alleg).

29 Mai : **Ali Chekkal** ancien président de l'assemblée algérienne est assassiné au stade de Colombes par le FLN.

24 Septembre : **Yacef Saadi** chef des commandos d'Alger est arrêté par les paras. Quelques jours après **Ali « La pointe », Hassiba Ben Bouali** et le **Petit Omar** (12 ans) seront tués par les paras. Ce sera la fin de la « Bataille d'Alger ».

30 Septembre : Organisation des réseaux **Jeanson** d'aide au FLN en métropole.

26 décembre : **Abane Ramdane** s'envole pour Tétouan alors qu'il avait rejoint la Tunisie en compagnie de **Abdel Hafid Boussouf** chef de la Willaya V, **Mohamed Chérif** chef de la Willaya II et **Krim Belkacem**. Il ne reviendra jamais. de ce voyage. Sa mort est restée mystérieuse jusqu'à aujourd'hui.

1958

7 Janvier : Début de l'exploitation du pétrole en Algérie.

8 février : **Bombardement** du village tunisien **Sakiet Sidi Youssef** par l'aviation française.

15 Avril : Chute du gouvernement **Gaillard**, s'en suit une crise ministérielle de 937 jours.

13 mai : **Comité de salut public**. Les pieds noirs envahissent les bâtiments administratifs à Alger et acclament le nom de **De Gaulle**

1er Juin : **De Gaulle** reçoit l'investiture de l'Assemblée Nationale. Les pouvoirs spéciaux sont étendus à la métropole.

4 Juin : Tournée du général **De Gaulle** en Algérie : « Je vous ai compris ».

Août : Le FLN porte la guerre en France. **Attentats et sabotages**.

19 Septembre : **Formation du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA)**.

3 Octobre : **De Gaulle** offre la « paix des braves ».

21 Décembre : **De Gaulle** est élu président de la république

Les six chefs du FLN qui ont déclenché l'insurrection.



1959

15 Janvier : **Messali Hadj** est libéré et s'installe à Gouvieux près de Chantilly.

12 février : **Messali** refuse la proposition de **Bourguiba** de s'installer en Tunisie.

28 Mars : Le Colonel **Amirouche** chef de la Willaya III est tué au cours d'un accrochage au sud de Boussaâda après un combat inégal de 2 500 soldats français contre 40 « Djounouds » de L'ALN.

Printemps 59 : Déclenchement de l'opération « **Ecouvillon** » intervention des troupes Franco-Espagnoles au Sahara Occidental pour écraser l'ALN marocain.

21 Juillet : Le général **Challe** déclenche l'opération « **Jumelle** » plus de 35 000 hommes et des centaines de blindés ratissent la Kabylie.

17 Septembre : **Attentat manqué** du FLN contre **Messali Hadj**.

1960

19 Janvier : Le général **Massu** est muté en métropole.

24 Janvier : **Semaine des barricades** à Alger les « ultras » tirent sur les forces de l'ordre.

23 Avril : Le général **Challe** est démis de ses fonctions.

10 Juin : Le Général **de Gaulle** reçoit en pleine nuit dans son bureau de l'Elysée les responsables de la Willaya IV avec à leur tête le Colonel **Si Salah**. Il leur proposera ses conditions pour la « paix des braves ». Cette rencontre fera long feu...

25-29 Juin : **Pourparlers à Meulun** qui se soldent par un échec.

6 septembre : **Manifeste des « 121 » intellectuels en France**.

11 décembre : Pour la première fois depuis le 1er novembre 1954, la population algérienne manifeste à Alger dans le quartier de **Belcourt** aux cris de « vive le FLN » et « vive De Gaulle ». Le répression sera sanglante plus de 100 morts.

20 Décembre : L'ONU reconnaît le droit à l'auto-détermination du peuple Algérien.

1961

25 Janvier : Première manifestation de L'OAS. **Assassinat de l'avocat libéral Me Popie** à Alger.

22 Avril : **Putsch des généraux** à Alger (**Salan, Jouhaud, Zeller et Challe**).

25 Avril : **Explosion de la première bombe atomique française au Sahara**.

27 Avril : Le putsch fait long feu... L'armée restée fidèle à **De Gaulle** reprend la situation en main.

Mai-Juin : Le temps de l'OAS commence

28 Juillet : **Echec** des premiers pourparlers à Evian.

23 Juillet : **Affrontement Franco-Tunisien** sur le statut de **Bizerte**

8 Septembre : Tentative d'assassinat du Général **De Gaulle** au petit Clamart.

Début Octobre : Le couvre feu est imposé à la communauté algérienne dans la région parisienne par **Maurice Papon** préfet de police de l'époque.

17 Octobre : A l'appel du FLN des dizaines de milliers d'algériens manifestent à Paris contre le couvre-feu. La répression sera sanglante 200 morts, 400 disparus et des milliers de blessés.

6 décembre : **Frantz Fanon** meurt dans un hôpital de Washington où il avait été admis quelques jours plutôt sous le nom de « Omar ». Il sera enterré en territoire algérien libéré près de **Ghardimaou** en Tunisie.

1962

8 février : A l'appel des syndicats CGT et CFTC des dizaines de milliers de personnes manifestent à Paris contre l'OAS. On relèvera 9 morts chez les manifestants tous militants du PCF : écrasés dans la bouche du métro **Charonne**.

13 février : Un million de personnes accompagnent les morts de **Charonne** au Père La-Chaise. Ce sera le plus grand rassemblement populaire depuis la libération de Paris.

L'OAS exécutera 553 personnes à Alger durant le mois de février.

13 Mars : Le romancier **Mouloud Feraou** est assassiné par l'OAS.

18 Mars : Les accords d'Evian sont signés.

19 mars : Le cessez-le feu est proclamé.

16 Mars : Dernière manifestation des Pieds-noirs à Alger des tireurs de L'OAS embusqués tirent sur le service d'ordre qui réplique. On relèvera 40 morts et 200 blessés (manifestants et force de l'ordre).

20 Avril : Le général **Salan** est arrêté.

17 Juin : Trêve entre le FLN et l'OAS.

1er juillet : Référendum sur l'indépendance.

5 juillet : Indépendance de l'Algérie.

algérie



L'ALGERIE PLEIN LA TÊTE

Argenteuil, l'immigration Algérienne y est ancienne mais l'implantation familiale en 1962, n'est pas très importante, depuis elle a augmenté. Quelques familles ont connu les événements de la guerre d'Algérie. L'Algérie plein la tête, plein le coeur ! Vingt ans après le cessez-le-feu, les langues se délient ...

L'Algérie plein la tête, plein le coeur. Une Algérie bien réelle, mais impalpable où se réfugient tous les rêves et souvenirs vrais et ceux qu'on invente. Dix neuf mars 1962, Djaouida n'avait pas encore fugué, son rire de huit ans résonne encore dans la cours de l'école. Mustapha n'est pas encore ce « poulbot » au teint de cuivre qui hante les rues de banlieue et qui porte un costume pareil à celui du père le dimanche. Mohamed est un ouvrier jeune et fier à la moustache ardente et le travail ne manque pas, il travaille chez Citroën à Nanterre. Fatima bien qu'un peu heureuse d'être la première femme à avoir émigré de son village, pense beaucoup à ceux restés là-bas. Les nouvelles sont trop floues et celles de la radio trop abstraites dans leur précision.

Pour Fatima et beaucoup d'autres gens rencontrés, le 19 mars n'était pas une date miracle en soi, elle était un maillon dans la chaîne d'espoir qui leur tenaillait le ventre.

Fatima : *Le 19 mars voulait dire cessez-le-feu, la confirmation que les massacres devaient être terminés mes soeurs étaient vivantes là-bas au village. Nous allions peut-être bientôt repartir. La grande fête fut surtout le 5 juillet. Dans le foyer de travailleurs près de chez nous, nous avions préparé un grand couscous Oranais, Kabyles, Chaouias, tous les Algériens, nous avons chanté, dansé...*

Djaouida se souvient très bien du Foyer : *« Ces baraquements que je croisais tous les jours sur le chemin de l'école m'intriguais... Il n'y avait que des hommes... et un grillage.*

Le 19 mars elle l'a découvert beaucoup plus tard. La guerre dans sa tête se résume à un ensemble de faits très flous et presque anodins s'excuse-t-elle.

Djaouida : *« Parfois mon père rentrait tard ou pas du tout. Ces jours là, ma mère perdait patience avec nous et gare aux gifles. Le 17 octobre 1961, oui alors là je m'en souviens à la Défense... quant au reste de mes voisins (nous étions les seuls Algériens dans l'immeuble) je me rappelle surtout de Mme D... Je la trouvais vulgaire, car elle m'ouais disais à nous gamines : Je dis merde à De Gaulle, mais oui à l'indépendance de ton pays. Avec mes copines on suivait l'actualité à notre façon, aux périodes dures de l'OAS nous jouions à chercher des bombes ou à en poser. C'est à cette période je crois que j'ai connu une amie pied-noire. Nous nous quittons jamais, elle me racontait l'Algérie.*

Fatima : *Mon mari faisait de la politique, moi j'élevais les enfants. Il interdisait au FLN de venir à la maison. Les négociations on n'entenda it que ça et moi je pensais aux valises, car nous allions l'avoir l'indépendance, il y aurait du travail pour tous. J'y pensais sans cesse au départ. Un jour j'avais tout rangé dans les malles, mais quand mon mari est rentré du travail, qu'est-ce que j'ai entendu !*

Fatima : *Je ne fais plus d'une façon aussi démonstrative, mais souvent au marché, j'achète quelque chose, un couvre lit des tasses, des draps, même des haïks. Mes filles me traitent de folle ».*

Mohamed : *« Maintenant cela fait trop longtemps que je travaille en France, je suis obligé d'attendre la retraite et puis je ne peux pas partir comme ça, mes enfants, certains sont encore jeunes ».*

Hocine lui a trente huit ans. Le 19 mars, le bistrot familial de Genevilliers était peut-être plus bruyant que d'habitude. Il a dix ans, même s'il ne se rend pas compte de tout ce qui se passe autour de lui, il sait qu'il est Algérien, que le café est surveillé de loin par la police. Son père a été tué aux premières heures du F.L.N. lors d'un règlement de compte. Le bistrot est géré par son oncle un dur du F.L.N. Le 19 mars c'est je crois beaucoup prolongé, c'est vague dans ma tête : peut-être la police qui n'osait pas jusqu'alors faire des rondes trop prêt apparaissait dans le quartier pour notre sécurité disaient ils.

Dans un café, je trouvais normal que des hommes vont, viennent, disparaissent, mais il y avait des habitués qui me considéraient comme leur fils ont aussi disparu comme Ami Saïd qui me gagnait toujours aux dames. Car je me souviens c'était au printemps. On m'a dit ils sont partis au pays, mais

La carte bleue c'est notre passeport

19 mars 1962, au bidonville de Nanterre qui n'arrête pas d'enfler, la nouvelle du cessez-le feu circule très vite aidé par les voix des TSF de chaque cabane. Si certains youyous se font échos, ils sont timides. Les femmes essaient de suivre l'actualité, les conciliabules des hommes. Et si au point d'eau, leurs langues se délient, elles sont furtives, inquiètes...

Mohamed raconte, à l'époque célibataire, il partageait la mesure avec quelques gars de son douar, il n'était pas un membre important du F.L.N. *« Le 19 mars était l'amorce d'un répit, on était fier tout de même, car on discutait avec le F.L.N. On nous reconnaissait, mais rien n'était joué. On n'osait pas y croire tout à fait, les gens n'étaient encore pas tout à fait heureux, la suite devait le confirmer.*

En Algérie beaucoup de disparitions avaient lieu, ici aussi, même si les rafles étaient bannies.

Le 19 mars c'était des espérances. « Oui, mais on n'osait pas les formuler, le dire. L'atmosphère était grave... enfin on échafaudait des rêves, le retour. Pour d'autres c'était l'angoisse, ils avaient peur de ne pas trouver du travail en Algérie et que la France nous expulse tous.

Mohamed sourit : *« Bien sûr, il y a eu l'indépendance, mais la vie continuait, le pays était en ruines. Ici j'avais un travail. Je pensais retourner après. Beaucoup étaient partis voir, mais ils revenaient pas de travail. Mohamed habite une H.L.M. à Argenteuil depuis 1967. En 1964 il s'était marié au pays. Aujourd'hui il a six garçons et une fille.*

plus tard j'ai appris qu'il s'agissait de règlement de compte avaient sévi ou avaient été assassinés par des français. Des éclats de voix se faisaient entendre de la salle ou des sous-sols, ma mère nous retenait alors près d'elle. C'était avant ou après, je ne sais plus, c'est plus tard que j'ai interrogé les gens, ainsi ma mère les rares fois où elle sortait, c'était que des robes amples cachaient soient des tracs ou de l'argent, sinon mon oncle lui interdisait de sortir. Elle nous parlait toujours du jour ou nous irions en Algérie. Je vivais dans mon monde clos de la rue M... l'école je m'en fichais.

Hocine n'est jamais retourné en Algérie sauf pour de courtes vacances, sa mère aussi. Aujourd'hui il est ouvrier, père de quatre enfants. La rue M... est toujours son monde clos où il se réfugie parfois, il aime l'atmosphère du bistrot où se colportent les nouvelles du pays, du village, les faits divers, les mariages ou la récolte des olives. Si à la maison il lui arrive de parler kabyle avec sa femme, le français est de mise avec les enfants. Ne pas les troubler dans leur scolarité. Cette année il ira passer les vacances dans le sud de la Bretagne - Ça coûte moins cher que l'Algérie.

Retourner en Algérie ? Bien sûr parfois j'y pense très fort, mais plus le temps passe, et plus je sais que c'est un mythe ! Ah si on avait un vrai pays. Peut-être que je n'ai pas le courage maintenant, peut-être quand je serais vieux.

Hocine : *Parce-que... je suis Algérien de nationalité immigré. La carte bleue c'est notre passeport.*

Khadidja Bachiri

Témoignage d'un ancien Harki « J'AVAIS CHOISI LA FRANCE »

Dix neuf mars 1962 : fin d'un tragique conflit de près de 10 ans. Vingt ans se sont écoulés depuis. Les passions se sont elles calmées ? La page est elle réellement tournée pour tout le monde ? Tout ce drame n'a-t-il été qu'une méprise ? Brahim Sadouni, à la fois victime et acteur, de cette tragédie, au cours d'un entretien, m'a raconté son histoire.

En 1960 j'avais à peine dix huit ans, je venais d'obtenir un CAP de mécanicien et je cherchais un travail. Mon père travaillait en France, Je lui ai proposé de le rejoindre mais il a refusé. En désespoir de cause, j'ai suivi le conseil de quelques amis qui m'ont affirmé qu'un certain commandant Wolf recherchait des mécanos. Je me suis adressé à lui et sans trop comprendre ce qui m'arrivait, je me suis retrouvé dans l'armée sans l'avoir voulu. L'influence aidant je me suis résigné et je suis resté.

Lorsque arriva le 19 mars 1962, nous pensions que cela serait un cessez-le-feu de quelques jours, et

Mon père était revenu de France, où il avait milité avec le FLN, et dès le début j'ai senti qu'il me rejetait et nous nous sommes opposés. J'ai commencé alors à vivre clandestinement. Du fait qu'à l'époque j'étais mineur, il m'a été très difficile d'obtenir des papiers d'identité et de plus il fallait payer très cher les papiers utiles, et aucune aide n'était désintéressée

Peu à peu me sentant réellement en danger, je me suis embarqué pour la France où je me suis retrouvé un matin plus perdu qu'avant et surtout comme un somnambule.

Aujourd'hui, vingt ans après, pas plus qu'en 1960, je ne comprends



Un détachement de Harkis défilant à Alger.

d'autre part nos officiers, ne nous en parlait pas. Cependant, malgré l'incertitude dans laquelle nous étions, petit à petit nous nous rendions compte que la guerre était réellement terminée.

Ce fut d'abord un grand soulagement, suivi peu après, par l'angoisse.

Puis un jour les officiers nous ont demandé si nous voulions rester dans l'armée et partir pour la France, et en même temps nos armes nous ont été reprises. Dès le début du désarmement les plus avisés d'entre nous ont commencé à se réfugier dans les camps militaires pour échapper à la répression.

Au début, j'ai participé à la liesse populaire, je suis descendu dans la rue pour me réjouir comme tout le monde et puis je me suis rendu compte que j'étais de ceux qui ont été du « mauvais côté ».

C'est alors que j'ai commencé à craindre pour ma vie et paradoxalement, c'est à ce même moment que j'ai essayé de mettre fin à mes jours, au dernier moment j'en ai été empêché.

pas ce qui m'est arrivé. J'ai l'impression d'être une jeune fille qui a été déflorée et laissée pour compte.

Et je pense sincèrement que l'indépendance de tout pays colonisé est une chose irréversible et qu'essayer de lutter contre est une utopie. Je me suis trompé où plutôt on m'a trompé et je paye les conséquences de mon acte.

Aujourd'hui, j'ai le sentiment d'avoir été plus une victime, un jouet entre les mains de l'Histoire, et d'événements que je n'ai compris que bien longtemps après...

La France m'a trompé et m'a dédaigné. L'Algérie m'a rejeté juste retour des choses. Je souhaite donc ardemment que l'on tourne la page.

Pour ma part j'ai oublié et j'essaie de vivre avec mes souvenirs. Je suis retourné en Algérie et j'ai été refoulé. Je ne leur en veut pas tellement ! Je comprends.

Propos de Brahim Sadouni
Recueillis par Mohamed
Haddouche



L'Afrique du Sud et les « Sanctions économiques » :

« Ce qui me frappe le plus après un voyage d'étude de quinze jours en Afrique du Sud, c'est l'importance du développement économique de ce pays. Personne ne peut nier que des réformes politiques sont nécessaires. L'apartheid n'a pas encore trouvé de solution durable pour l'avenir. Mais la réussite économique est indiscutable (1), même si l'Afrique du Sud traverse une phase difficile en 1982, avec la chute de l'or.

(...) Je reviens d'un séjour de quinze jours à Pretoria, Le Cap et Johannesburg. Mes impressions sont positives, quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur la lenteur des progrès sur le plan des droits politiques des métis et des Noirs (2), comme sur celui de la ségrégation raciale (1). (...) Les 4,5 millions de Blancs (2), sur une population de 24 millions, tiennent en tout cas fermement le pouvoir et assurent sans difficulté l'ordre public (1) dans un pays qui réunit une mosaïque de groupes ethniques différents »

Rassurez-vous, vous ne vous êtes pas trompé : c'est bien Sans Frontière que vous lisez. J'ai tenu à vous infliger ce morceau d'anthologie, tiré d'une série d'articles consacrés à l'Afrique du Sud (3) car il est caractéristique de l'attitude des milieux financiers et économiques envers la République sud-africaine (RSA) ; et il reflète parfaitement le contenu de la propagande répandue par les services de l'ambassade sud-africaine.



L'Afrique du Sud, un pays en plein essor économique (malgré l'effondrement actuel des cours de l'or, qui est une des principales sources de revenus de la RSA), un pays qui attend vos capitaux à bras ouverts, rentabilité garantie ! La RSA exerce un grand attrait sur les investisseurs internationaux, et leur inspire une confiance croissante, témoin l'indice du BERI Institute qui vous est désormais familier (voir « Mal-développement » F n° 46 et « Revue de presse/Tiers-Monde » in SF n° 30). Le BERI donne le classement des pays les plus sûrs pour y investir ses capitaux (tombez-vous des nues si je vous révèle qu'à la fin de l'année 1981, la Suisse était n° 1 ?). L'Afrique du Sud, classée 20^e en 1979, 16^e en 1980, est actuellement en 11^e position juste derrière l'Arabie Saoudite ; à titre indicatif, sachez que la France se situe au 25^e rang.

Le total des investissements étrangers en RSA pour l'année 1981, a atteint 30 millions de rands. Les Sociétés Britanniques opérant actuellement en R.S.A. devancent les entreprises américaines (375) et ouest-allemandes (350) ; mais ces dernières font de gros efforts ac-

tuellement pour renforcer leur implantation.

De même, le commerce extérieur de la RSA a été en 1981 (comme en 1980 d'ailleurs), très florissant : il a dépassé le milliard de rands (4). Chose curieuse, il implique des pays qui sont tous « officiellement » favorables au boycottage de l'Afrique du Sud, y compris bon nombre de pays africains. Selon le Rand Daily Mail (du 08.12.81), les services de l'Organisation sud-africaine du commerce extérieur (SAFTO) ont même fait des études montrant que les seules raisons qui empêchent ces derniers de devenir pour la RSA des marchés importants, « voire illimités » sont le manque d'infrastructures et de devises de ces pays.

La stagnation économique ailleurs dans le monde, la richesse minérale de l'Afrique du sud, son haut degré d'indépendance énergétique, sa « stabilité politique » et le marché intérieur potentiel que représente la population noire (5) sont des arguments qui justifient amplement, aux yeux des acteurs économiques privés ou gouvernementaux, une collaboration avec le régime fasciste de Pretoria. Que cette réussite économique soit bâtie sur l'exploitation raciste de millions de noirs ne « frappe » pas ces spécialistes de l'économie. Je croyais que, pour les racistes, les Noirs « sentaient mauvais ». En tout cas, les bénéfices produits de

leur sueur ne semblent pas avoir d'odeur !

Et je dis « Merde ! » quand j'apprends que les exportations françaises vers l'Afrique du sud ont, en 1981, augmenté au point de rendre la balance commerciale de la France avec la RSA positive (410 millions de francs d'excédent contre un déficit de 1,023 milliards en 1980). Le 13 mars dernier, M. C. Hernu a réaffirmé qu'on ne livrerait pas d'armes à l'Afrique du Sud, c'est bien, mais pas suffisant !

Pourquoi le gouvernement français ne prend-il pas des mesures effectives pour le boycott économique et financier de l'Afrique du Sud ? « Pourquoi es-tu allé voter le 10 mars ? », me répond

Antitrust

- (1) C'est moi qui souligne
- (2) Remarquez les majuscules pour les « Blancs » et les « Noirs », mais les minuscules pour les « métis » !
- (3) « Investir, le journal de l'économie et de la finance », n° 420 et n° 424.
- (4) I Rand : 6,50 FF environ
- (5) Les Noirs représentent plus de 75 % de la population, mais ne disposent que du tiers des revenus de la RSA. Le gouvernement sud-africain s'efforce actuellement de développer le pouvoir d'achat de la population noire afin d'accroître son marché intérieur.

SUD-SUD

répression

Vendredi 19 Mars 1982



Tiers-Mondistes pourquoi faire ?

LE MOUVEMENT ANTI-APARTHEID

Même si vous ne connaissez pas le M.A.A. (Mouvement Anti-Apartheid) (1), vous avez sûrement entendu parler ou vu les affiches de la campagne anti-Outspan, appelant au boycott des oranges importées d'Afrique du Sud. C'est en 1975, que le M.A.A. a été créé pour répondre à trois objectifs fondamentaux :

- « Informer et agir en permanence contre le régime criminel d'apartheid en Afrique du Sud, et contre la collaboration franco-africaine sous toutes ses formes » ;

- « Soutenir les luttes de libération en Afrique Australe ; « isoler le régime d'apartheid » sur le plan international.

Si le M.A.A. fait de la question des droits de l'homme et de la lutte anti-impérialiste un axe essentiel de son action, il se démarque un peu des autres mouvements anti-racistes, en mettant l'accent sur le caractère particulier du régime d'apartheid sud-africain. Ce dernier va au-delà du racisme simple : c'est un système fondé sur « la domination et l'exploitation de la majorité noire par la minorité blanche ». Ceci impose de réfléchir sur les liens impérialistes existant entre ce système et un pays comme la France, et de « trouver les moyens de faire de ce pays le lieu d'action pour remettre en cause ces liens »

Les méthodes de travail et de mobilisation du M.A.A. s'articulent

autour de deux grands types d'actions. D'abord, les « campagnes nationales » pour toucher le plus grand nombre de personnes possibles dans les situations les plus directes, en proposant à chaque fois une action. Il s'agit d'un travail à long terme, sur un domaine précis, et nécessitant une préparation longue et difficile. Outre la « campagne Anti-Outspan », il y a eu la « campagne contre les prêts des banques françaises à l'Afrique du sud », la campagne contre les relations sportives entre la France et l'Afrique du Sud, les campagnes de solidarité avec les victimes de la répression ...

A côté de ces campagnes, le M.A.A. poursuit un « travail sectoriel » qui vise un public restreint et précis. Le but en est de mobiliser les organisations (syndicales, militantes, confessionnelles ou politiques ...), pour les amener à prendre en charge elles aussi cette lutte. C'est pourquoi les « campagnes nationales » sont toutes l'oeuvre d'un collectif d'organisations. Ce « travail auprès de l'opinion militante » traduit bien l'importance de l'aspect militant lui-même au sein du M.A.A. (dont de nombreux militants appartiennent à d'autres associations « Tiers-Mondistes ».

1982 a été déclarée par les Nations-Unies, année de la « mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud ».

Le M.A.A. se propose de mener cette année, deux campagnes

nationales : l'une sur la Namibie, l'autre contre la répression.

Parallèlement, le « programme d'action » pour 1982, prévoit de « développer l'information et l'explication anti-Apartheid » (notamment, en « combattant la propagande » intense menée par l'Ambassade sud-africaine en France), et de proposer à toutes les organisations françaises et immigrées, de signer une « Charte pour l'isolement du régime d'apartheid » (expliquant en quoi c'est le seul moyen de lutte pacifique dont on dispose ici, en France, pour obliger l'Afrique du sud à négocier).

Il est évidemment utopique de croire à une coupure brutale et totale avec le régime sud-africain. Cela est toutefois possible dans certains domaines (culture, sport, tourisme) ; ailleurs, on doit exiger des mesures précises, graduelles d'un isolement minimum de l'Afrique du Sud. Et cela est parfaitement possible s'il y a une volonté politique au niveau des pouvoirs publics.

Pour terminer, quelques dates concernant les prochaines manifestations (co-)organisées par le M.A.A. :

- du 22 au 27 mars : semaine nationale de solidarité avec la Namibie ;

- en avril, meeting sur les droits de l'homme ;

- du 16 au 25 juin : une semaine sur la répression.

Jibé

Les cantonales aux Antilles :

PETITS CHANGEMENTS

Les résultats du scrutin du 14 mars aux Antilles et en Guyane indique une certaine stabilité en dépit de quelques changements dans chacun des trois pays.

En Guyane le fait marquant est l'éventualité que les départementalistes acquièrent la majorité au Conseil Général. Si la perte par le Parti Socialiste Guyanais du siège du Sénateur Tarcy à Saint-Laurent du Maroni au bénéfice d'un jeune loup du RPR est compensé par la victoire de M. Andelson à Macouria, il reste que le canton de Remiré-Montjoly est en ballottage favorable pour les départementalistes.

En Guadeloupe, il faut remarquer la victoire de deux

nationalistes, M. Girard et Paméole, dans les cantons de Marie-Galante et la perte par le PCG du deuxième canton de Sainte Rose. La gauche semble en mesure de gagner deux sièges ; Abyennes II pour les socialistes et Sainte-Anne II pour les communistes. En revanche, il ne semble pas que le député communiste Montoussamy soit en mesure de battre le président du Conseil Général sortant, M.L. Bernier.

En Martinique, deux changements importants sont à signaler. L'un auquel tous les observateurs s'attendaient : la victoire de R. Désire au Marin contre le départementaliste Charron. L'autre qui est la surprise de ce scrutin : la perte pour le PCM de

son fief du Morne Rouge au bénéfice de la droite. Quant aux victoires de Delbois à Anses d'Arlet et de Turinay au Gros Morne, il ne s'agit que de changements de personne. Pour le deuxième tour, la lutte s'annonce, comme à son habitude, très serrée entre le socialiste et le candidat de droite.

De tout cela il ressort que rien de fondamental n'a changé. Le PSG, le PPM et les Fédérations Socialistes ne tirent pas grand bénéfice de leur appel au vote légitimiste et de leur appartenance à la majorité présidentielle. Les élus de droite compensent le réflexe légitimiste ou prétendu tel par le contrôle étroit de leur électoral.

Neg Mawon

Deux mois après les événements au Soudan

NUMEIRY SEMBLE GAGNER UN SURSIS



Le Soudan vient de franchir un cap particulièrement difficile de son histoire moderne, même si aucun des problèmes de fond auxquels il est confronté n'a été vraiment résolu. Deux mois après les graves incidents du début de l'année qui, selon le mensuel « Sudanow », ont fait au total vingt-six morts.

Le sentiment général dans la capitale soudanaise est que le pire a été évité : un peu d'oxygène a été trouvé pour sauver l'économie de la faillite totale. L'unité du pays a été préservée au sud. Les étudiants ont repris progressivement le chemin de leurs universités. La vie politique tend à se normaliser avec un nouveau parlement et la réorganisation du parti unique, l'union socialiste soudanaise, dont les organes supérieurs avaient été dissous le 25 janvier dernier.

Enfin, l'armée est restée calme après le limogeage d'une vingtaine d'officiers dont le général Abdel Majid Khalil, premier vice-président de la république et ministre de la défense.

Une seule ombre au tableau mais de taille : la vie quotidienne est de plus en plus difficile, la levée des subventions ayant entraîné par ricochet une hausse considérable de nombreux produits.

Toutefois, fin janvier, la conférence des pays donateurs réunie à Paris, a décidé de nouveaux crédits qui ont permis de combler le déficit de la balance des paiements pour 1982.

Évaluée par la presse soudanaise à 350 millions de dollars, en provenance des pays occidentaux, du Japon et de l'Arabie Saoudite, cette aide a été suivie d'un crédit de 225 millions de dollars du fonds monétaire international qui récompensait ainsi la bonne volonté des dirigeants soudanais.

Ces derniers, contraints et forcés par le FMI, s'étaient résignés à lever les subventions sur les denrées de première nécessité, décision qui avait précisément conduit aux troubles de la première quinzaine de janvier.

D'autres événements heureux sont intervenus au même moment : fourniture par l'Égypte, aux prix du marché mais avec certaines facilités de paiement, de trois cent mille tonnes de pétrole, et don de l'Arabie Saoudite de l'équivalent de trois mois de consommation nationale.

Cependant, cette assistance n'a pas suffi à résoudre tous les problèmes pétroliers du Soudan. Le règlement des cargaisons de chaque tanker pose toujours d'immenses difficultés et dans les

milieux pétroliers de Khartoum on affirme que, il y a quelques semaines, c'est un milliardaire soudanais d'Oumdurman qui a payé « cash » et en devises fortes, cinquante mille tonnes qui attendaient d'être débarquées à Port-Soudan. Un geste qui a coûté plus de dix millions de dollars à ce généreux donateur.

Dégagé au moins provisoirement du souci d'échéances financières dramatiques, le président Nimeiry s'est également, de l'avis général, tiré avec habileté d'un mauvais pas au sud Soudan.

Symbole et garant de l'unité du pays, le chef de l'Etat Soudanais avait décidé à la fin de l'année dernière de soumettre par voie de référendum un projet de division de la région autonome du sud. Les divergences et dissensions intertribales, l'insistance du général Joseph Lagu, très monté contre les privilèges des Dinkas (la principale ethnie au sud-Soudan), avaient fini par convaincre le président soudanais de faire quelque chose, bien qu'il fût, indique-t-on dans son entourage, assez réticent à l'idée

dans le cadre d'un sud unifié ».

Petite phrase bien accueillie par le général Abdallah Rassas, président du gouvernement provisoire du sud, qui félicita le président pour « sa décision sage ». Ainsi, bien que rien ne soit venu officiellement confirmer le fait, il ne fait plus de doute pour personne que l'idée du référendum a été abandonnée.

Il faut enfin signaler l'accord intervenu la semaine dernière entre étudiants et administration de l'université du Caire - branche de Khartoum - pour une reprise des cours et pour la date des examens qui auront lieu cette année en août. Déjà, les étudiants de dernière année avaient repris les cours depuis quelques semaines.

Dans la capitale même, les mesures de sécurité, en dépit de quelques attentats ou tentatives d'attentat à la bombe, sont de nouveau très discrètes.

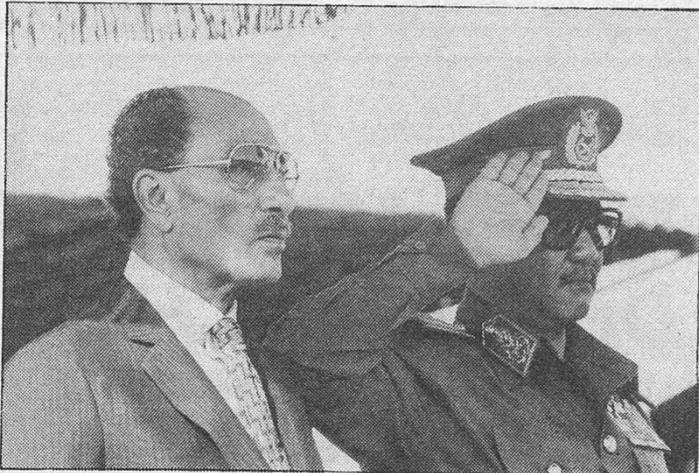
Toutefois, le retour des militaires dans leurs casernes n'a pas toujours été bien accueilli par la population.

Le pire a été évité

de remettre en cause le statut du sud.

Cependant, le projet de référen-

Certains regrettent la disparition, début février, des tribunaux militaires qui jugeaient



dum se heurta rapidement à une très forte opposition de la majorité des leaders sudistes et tourna rapidement à l'épreuve de force.

Tirant vraisemblablement les enseignements des élections à l'assemblée du peuple dans la seconde quinzaine de décembre, au cours desquelles sur les 29 présidents Nimeiry a récemment modifié sa politique.

Parlant le 22 février à l'occasion de la séance d'ouverture du nouveau parlement, le chef de l'état affirma ainsi qu'il réglerait la question du sud, de manière qu'il y ait « davantage de décentralisation

en flagrant délit les commerçants convaincus de spéculation.

Le limogeage de vingt militaires de haut rang n'a, semble-t-il, guère eu non plus de conséquences, sinon celle, comme le remarquait un diplomate occidental, de faire beaucoup plus d'heureux dans la hiérarchie militaire.

Pour tout le monde, en réalité, il semble que le président Nimeiry a su prendre les risques qu'il fallait et rétablir avec habileté une situation qui paraissait très compromise et qui, sauf accident majeur, devrait se stabiliser pour quelque temps.

AFP



Turquie : la justice matraque

La première audience du procès de 428 militants d'extrême gauche s'est caractérisée par la dénonciation par les prisonniers de la torture et des mauvais traitements subis par eux tout au long de leur détention. Le chef de file des accusés a cité deux noms de militants morts sous la torture. La cour a interrompu cette déclaration, les accusés ont alors refusé de décliner leur identité. La police militaire est intervenue à coup de matraque contre des accusés et même contre des spectateurs, qui commençaient à scanner des slogans tels que « la dignité humaine triomphera de la torture » et « pères et mères aux côtés de leurs fils ».

Portugal : réquisition

Le syndicat des conducteurs de train a décidé de suspendre, mercredi dernier, la grève observée par 1 400 machinistes, qui depuis le 9 mars paralysait le trafic ferroviaire dans le pays.

La suspension de la grève coïncide avec l'entrée en vigueur de l'ordre de réquisition décrété la veille par le gouvernement.

Le syndicat critique par ailleurs l'attitude répressive du gouvernement et a décidé de convoquer une A.G. pour le 27 mars afin de trouver et de durcir leurs formes de lutte.

France-Egypte : conventions

Deux conventions judiciaires ont été signées lundi dernier entre la France représentée par son ministre de la Justice Me. Badinter et l'Égypte représentée par M. Samir Sami.

La première convention porte sur le recouvrement des pensions alimentaires, sur la garde des enfants, la reconnaissance et l'exécution des actes de justice entre les deux pays.

La deuxième convention porte sur l'entraide pénale et constitue une convention d'extradition.

C'est la première convention de ce type signée par la France depuis le 10 mai et le texte reprend les principes du gouvernement français en la matière : non extradition pour infractions politiques.

Comores : élections

Le dimanche 14 mars dernier, la population était invitée à voter pour le deuxième tour des élections législatives.

Les partisans du président de la République M. Ahmed Abdallah ont remporté 37 des 38 sièges à l'assemblée fédérale, selon des résultats officiels publiés.

Le socialisme en Afrique

L'internationale Socialiste pourrait se réunir en novembre prochain à Dar Es-Salam, pour examiner la situation en Afrique Australe.

Cette décision, qui a été approuvée par le gouvernement Tanzanien, doit être encore entérinée par le comité préparatoire de l'IS qui se réunit la semaine prochaine à Amsterdam.

Libye : les Dupont grâciés

Le chef de la révolution Libyenne, le Colonel M. Kadhafi, a accordé sa grâce à Mme Dupont et à ses deux fils, condamnés le 21 février dernier à la prison à vie, pour espionnage, par la cour de sûreté révolutionnaire de Tripoli, selon des déclarations faites mercredi aux maires d'Haulchin et Thiant (Nord), reçus au bureau populaire de la Jamahiriya (Ambassade) à Paris.

Mme Denise Dupont, 58 ans, et ses deux fils, Alain, 25ans, et Jean-Claude, 21 ans, avaient été arrêtés en avril 1980 à Tripoli, et jugés pour « espionnage au profit de l'impérialisme américain et du sionisme ».

Nicaragua : Etat de siège

Le gouvernement a imposé la censure préalable à la presse écrite après la proclamation de l'état de siège.

Ces mesures ont été prises « pour faire face aux menaces d'agression intérieures et extérieures » et semblent traduire l'inquiétude des dirigeants sandinistes face à l'attitude pour le moins agressive de l'administration Reagan.

Taudis à Colombes :

BATAILLE POUR UN RELOGEMENT

Au numéro 40 de la rue des Côtes d'Auty des bâtiments vétustes d'un autre âge et 28 familles marocaines qui se battent depuis des années pour obtenir leur relogement.

La Direction Départementale de l'Équipement ne veut rien savoir.

La Mairie de Colombes ne veut rien savoir des immigrés dont on ne veut nulle part et pourtant les habitants de la rue des Côtes d'Auty ne désespèrent pas...

Le petit Colombes, c'est déjà pas très joyeux avec ses cités HLM, puant l'ennui et la grisaille. L'hospice des vieillards de Nanterre n'est pas très loin, avec ses petits vieux se chauffant au soleil, en attendant qu'un passant compatissant leur file une petite pièce.

Sitôt passé ce décor, vous tombez sur un autre, qui semble tout droit sorti d'un roman de Zola. Au numéro 40 de la rue des Côtes d'Auty, c'est vraiment irréel. Imaginez deux corps de bâtiments, aux murs lépreux, ratatinés et usés par les intempéries, une cheminée tenant encore par miracle et qui pointe vers le ciel des moignons calcinés. Des enfants jouent près des flaques d'eau au mille senteurs. Du linge tendu sur des cordes achève de sécher dans la cour. J'ai vu des écuries qui à côté de ces bâtiments sinistres feraient figure de demeure princière. 28 familles marocaines y vivent avec chacune un espace de 24 m².

Devant la porte de Mme Martin, petite vieille aimable, qui nous a laissés entrer un moment pour nous montrer les fissures qui zigzaguent dans sa chambre à coucher, le balcon s'est déjà effondré. Ce sera bientôt le tour du plafond qui ne tient que grâce à un étai. Chaque marche d'escalier cache un piège qui menace de vous précipiter dans le vide. J'ai dû d'abord laisser monter Bruno, l'animateur qui m'accompagne, avant de m'y engager à mon tour avec inquiétude car on ne peut y monter à deux sinon les escaliers risquent de s'effondrer. Des accidents, il y en a eu plusieurs...

Les pompiers sont déjà venus plusieurs fois pour faire évacuer d'urgence des logements dont les plafonds menaçaient de s'écrouler. Il y a de nombreuses fuites de gaz. La nuit, rue des Côtes d'Auty, on navigue au radar, au milieu des rats qui paraît-il pullulent dans les caves.

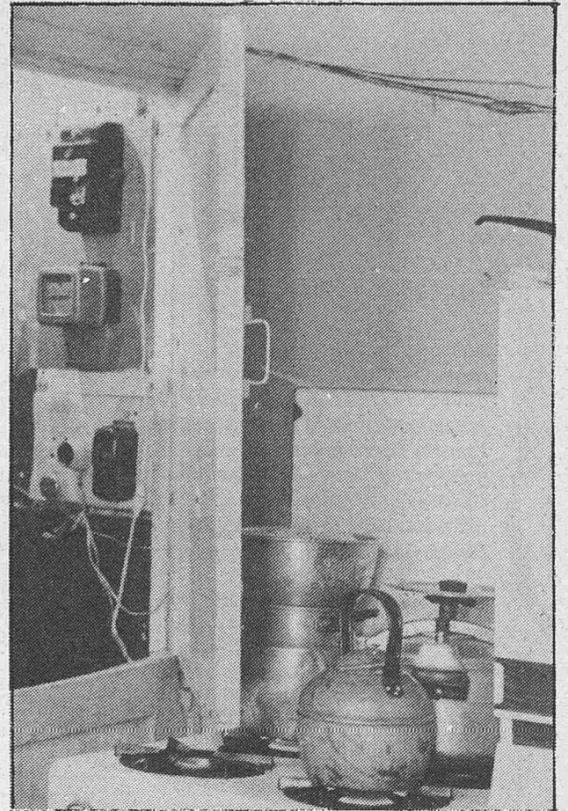
Nous sommes entrés un moment chez Oujaouine, la quarantaine, le visage énergétique, ouvrier à Flins. Il

vit avec sa femme et ces cinq enfants dans un petit réduit. Le lit d'un de ses enfants touche presque le plafond, qui risque à tout moment de tomber. Oujaouine a tout fait pour obtenir son relogement. Il a écrit au Préfet, à l'Adjoint au Maire, partout les mêmes réponses sybilines : « on verra... » En désespoir de cause il a écrit au Président de la République qui l'a dirigé vers les services compétents. En attendant, il bricole son petit deux pièces dont les murs s'effritent sous l'humidité. Les enfants sont souvent malades, me dit-il.

Chez Louizi on se croirait carrément dans un caravanseraïl. Il a installé tant bien que mal les lits de ses cinq gosses qui disputent la place aux malles et aux valises. Quand sa femme fait la cuisine on est obligé de tout ouvrir car avec l'odeur du gaz qui fuit de temps en temps, celle du poêle à charbon, et les vapeurs de cuisine on risque l'asphyxie ; surtout, dit-il, avec mon petit dernier qui n'a que 4 mois. Il a fait sa première demande de relogement en 1974, depuis, plus rien. Cela fait 13 ans qu'il est à Flins comme ouvrier tôlier.

Larbi, 25 ans à Colombes, 8 ans à Simca, 18 ans dans le bâtiment. Trois enfants sur les bras, n'arrête pas de harceler l'adjoint au maire, M. Pacary. Il paraît qu'il y a des logements vides à Colombes, mais la municipalité ne veut pas de ghettos raciaux, dit-on : toujours ce fameux seuil de tolérance, même après le 10 mai. Les bâtiments du 40 de la rue des Côtes d'Auty appartenaient à la SCI qui les a cédés depuis le 21 janvier 1981 à la Direction départementale de l'Équipement qui envisage de les démolir dans trois ans seulement.

Pour sortir de cette galère, les habitants du 40 de la rue des Côtes d'Auty se sont regroupés au sein d'un comité de lutte. Ils ont fait des démarches à la DDE, aux services des Impôts qui leur réclament des loyers, ils ont pris un avocat et se sont adressés au Juge du Tribunal d'Instance de Colombes,



statuant en référé le 23/12/1981. Ils ont obtenu la désignation d'un expert qui doit déterminer le trop perçu (loi de 1948), la désignation d'un second expert ayant pour mission de constater l'insalubrité des lieux et d'ordonner soit des travaux soit un relogement.

Les habitants du 40 se sont cotisés et ont versé 10.000 NF pour la rémunération des deux experts. La municipalité de Colombes ne veut rien entendre et leur a dit de s'adresser à leurs employeurs. Là aussi, refus car il n'y a pas de logements. Les ophlm ont fait 7 propositions de relogement dont 6

à Châtillon-sous-Bagneux et une à Nanterre. Malheureusement ces logements sont déjà occupés. Mais ils ne s'en laissent pas conter. Ce qu'ils veulent c'est obtenir leur relogement à Colombes où certains ont leurs habitudes depuis 28 ans et où leurs enfants vont à l'école. Ils travaillent soit dans le quartier soit dans les usines de Flins ou à Poissy qui mettent à leur disposition des cars de ramassage dans le secteur.

En fait, tous les services concernés : La DDE, la municipalité de Colombes, l'OPHLM de Colombes, le service du logement des immigrés des Hauts-de-Seine, la

direction générale des Impôts espèrent les avoir à l'usure et pensent qu'à bout de force ils finiront par déguerpir d'eux-mêmes. C'est pourquoi pour soutenir la lutte des habitants du 40 de la rue des Côtes d'Auty, nous vous demandons d'intervenir selon votre qualité et votre capacité auprès des organismes précités.

Macodou N'Diaye.

Pour faire partie du Comité de soutien, téléphonez à Bruno Hermann, au 721.07.63 ou au Journal Sans-Frontière au 278.44.78 (demandez Mac).

Le foyer de Chambéry (suite)

TROIS ANNEES DE DEMARCHE

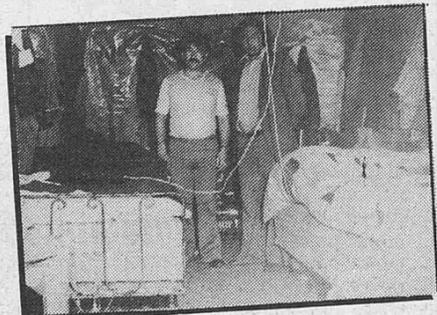
A la suite de l'article (Sans-Frontière n° 52)

intitulé « Foyer : une liberté chèrement payée ? », nous avons reçu de E. Roquevière, permanente au foyer en question, un témoignage dont nous reproduisons ici d'importants extraits.

Le foyer du Comité de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés de Savoie, est attentif aux problèmes de la femme ou de la jeune fille qui, prise dans le contexte des traditions, n'existe pas à part entière mais toujours en fonction d'une décision masculine qui la nie, ou, dans le meilleur des cas, la laisse « s'épanouir » (?) dans le domaine qui lui est réservé : la maison... Certaines femmes ou jeunes filles se révoltent contre cet état de fait et fuient en refusant le

mariage forcé, le viol de la nuit de noce et la tradition du drap, l'enfermement familial qui les rend esclaves du bien-être masculin, l'interdiction de continuer des études pour être toujours mariables, la scarification... Les jeunes mariées avec ou sans enfant(s), ces adolescentes élevées très vite par le mari, le frère ou le père, aidé dans ses recherches par la communauté toute entière, très désireuse de garder sous sa coupe « les brebis égarées ». Rarement face à cette fuite, les hommes concernés se remettent en question...

Ce problème réel et même crucial préoccupait de plus en plus les militants du CSTIS qui étaient sollicités individuellement pour des dépannages, trop lourds car trop nombreux et trop long dans le temps. Ainsi a-t-il fallu prendre une décision au sein de l'association assez divisée sur cette question délicate et ouvrir un lieu d'accueil pour recevoir ces femmes et leur donner la possibilité de s'assumer très rapidement après un repos et la résolution de leurs problèmes administratifs ; recherche de travail, de logement, problèmes de



Faits divers

UN FLIC RESTE UN FLIC

Lundi 15 mars, 23h, station RER des Halles. La scène se découvre au rythme de l'escalier mécanique. Contrôle d'identité.

Moi qui n'ai jamais été contrôlée (fille d'origine antillaise, mon air sans doute suffisamment convenable m'a toujours mise à l'abri de la « chasse au faciès »), je ressens pourtant à chaque fois le même pincement : légère angoisse, colère ...

Trois ou quatre flics, un noir africain et un autre type maghrébin aparemment. Dans leurs mains des cartes et des papiers circulent. Classique, hélas !

J'arrive à leur hauteur, la discussion semble animée. L'homme qui semble arabe est aux prises avec un flic antillais, gras et baraqué, engoncé dans son uniforme, qui le pousse sans ménagement pour l'éloigner, agressif, arrogant. « ça suffit maintenant, fous-moi le camp ! » L'autre proteste poliment : « doucement, je vous prie ! » Le flic n'a pas à le pousser ainsi ! Il n'a pas le droit. Je ralentis et soudain j'entends dans mon dos le bruit d'un corps jeté à terre. Le gros flic noir a violemment projeté l'arabe du revers, qui a été balancé à plusieurs mètres.

La foule en suspend hésite, ralentit.

L'homme se relève et revient à la charge. Les gens autour, gênés, dépassent le groupe en décrivant

de grands cercles. S'arrêter ? Protester ? Un homme qui ralentit est tiré par la manche par sa femme : « ne te mêle pas de ça ! »

Peur irraisonnée, dégoût, je circule à tous petits pas. Que faire ? Une fille seule, se faire embarquer aussi ? L'impuissance, la lâcheté, l'emportent.

De nouveau repoussé, l'arabe a fini par lâcher prise, il s'éloigne à regrets, ses vêtements maculés de poussière. Le cœur serré, je décide de l'attendre. Il arrive à ma hauteur et nous montons « l'escalator » ensemble. Il répond à mes questions d'une voix brisée. L'africain ne parlait pas français, il a voulu l'aider. Menacé, insulté, molesté, il a dû abandonner. Les yeux rouges, il lance par phrases saccadées, avec une incrédulité

douloureuse : « vous vous rendez compte, un antillais en plus, un noir, il est comme nous, de notre côté ! » Au bord des larmes, il finit par lancer avec plus de désespoir encore que de rage : « vous savez, les flics les plus racistes sont encore les noirs ». Je détourne la tête, il va pleurer.

Nous sommes arrivés à la surface : dans un mouvement de solidarité dérisoire, je lui tiens la porte. Nos routes se séparent entre les palissades du « trou des halles »

Derrière moi, un homme va confier ses larmes à l'obscurité. Moi, je presse le pas dans la nuit de Paris si hostile aux femmes, avec au cœur la peine, la honte, la colère.

Et ce type, en bas ...

S.D., étudiante.



Angleterre : Racisme institué

Suite à l'assassinat de deux policiers la semaine dernière par des malfaiteurs, le débat sur le rétablissement de la peine de mort en Angleterre a repris de l'intensité. La Fédération de la Police Britannique a lancé une campagne dans la presse à grand renfort d'encarts publicitaires pour le rétablissement de la peine capitale en cas de meurtre de policier et d'actes de terrorisme ayant entraîné la mort.

Dans le même temps, l'exploitation raciste du phénomène de la délinquance tend à s'amplifier de plus en plus. Pour la première fois,

dans son bilan annuel Scotland Yard a révélé la proportion des « gens de couleurs » parmi les auteurs de délits. Celle-ci serait plus de cinquante pour cent. De plus, les dessins humoristiques à teneur raciste fleurissent dans la presse dite « populaire ».

Cette convergence d'éléments venant après les événements sanglants de Brixton et autres ghettos noirs ou asiatiques a montré que le pays de « l'Habéas Corpus » tend à devenir celui du racisme institué.

N.M

Police : Y avait longtemps ...

Bernard Delaplace, Secrétaire Général de la Fédération Autonome des Syndicats de Police, a déclaré au cours d'une réunion de son organisation qu'il souhaitait la réouverture des bureaux d'expulsion des immigrés. Dans une logique imparable, il estime que cette mesure servirait « à stopper un regain de racisme ». Vu les bonnes entrées et relations de M. Delaplace dans les bureaux officiels de Place Beauvau, on peut se

demander si cette déclaration n'est pas un ballon d'essai téléguidé au niveau ministériel. D'autant plus que ce type de mesure correspond à l'esprit des déclarations de G. Defferre (SF n° 52) au sujet de la répression contre les « faux touristes ». Les immigrés ne feront pas les frais d'une décision visant à calmer les syndicats policiers et les policiers de base à qui on souhaiterait donner un peu de baume au cœur.

La France anti-raciste

Pour la première fois, la France s'associera à la journée internationale contre la discrimination raciale qui aura lieu cette année le 21 mars. Jusque là, les précédents gouvernements français avaient refusé de s'associer à cette manifestation anti-raciste. A cette occasion, il est prévu une campagne de sensibilisation dont le coup d'envoi sera donné par le Premier Ministre, M. P. Mauroy. Il

est aussi envisagé que les différents ministres du gouvernement prennent des initiatives s'inscrivant dans cette campagne.

Il est à espérer que cette manifestation se traduira par des décisions concrètes, et, entre autre, la résolution du problème des « sans-papiers » qui sont 140 000 à attendre leur régularisation.

FOYER

papiers, alphabétisation, stage de formation, demande en divorce ...

Cependant, il n'est nullement question de nier la civilisation et les traditions musulmanes ... mais de faire-la part des choses. Pour nous les coutumes sont inacceptables si elles nient la personnalité d'un individu quel qu'il soit. Nous avons avec ces personnes concernées le même regard hostiles à l'égard de ces traditions d'un autre siècle, contraire au respect de la femme. En plus nous n'encourageons leur démarche de libération, au sens noble du terme, que si elles en prennent l'initiative.

Durant la période de prise en charge, la plus brève possible (trois mois environ), la vie se déroule ainsi à l'intérieur du foyer ; les démarches administratives doivent nous laisser du temps libre durant lequel ces femmes peuvent exprimer leurs origines par le mode de vie qu'elles choisissent d'elles même et non celui qu'on

voudrait leur imposer au nom d'une volonté d'intégration qui nierait une autre partie de leur être.

Vivre à l'heure maghrébine a une autre incidence au sein du foyer ; lutter contre la dépréciation que certaines ont de leur propre culture qu'elles ne voient que sous ses aspects répressifs, et faire renaître la fierté d'être marocaine, algérienne... et ceci par la prise en charge collective de ce problème par toutes les femmes du groupe et par nous permanentes et ami(e)s bénévoles avec des « supports culturels » tels que débats, diapos, fêtes, regard sous d'autres modes de vie...

A l'ouverture, le premier septembre 78, nous avons déjà conscience du besoin de ces femmes ou jeunes filles. Au bout de trois ans et demi de fonctionnement, nous sommes maintenant persuadés que ce refuge correspond à une attente réelle et pose au gouvernement, aux services publics et à la communauté maghrébine toute entière des questions fondamentales :

- Quand les gouvernements accepteront-ils d'élargir la notion peuples, de religions, de races opprimées et d'y ajouter celles des

sexes persécutés dans leur chair (excision, infibulation...) et dans leur intégrité ? Cette dernière notion est actuellement dévalorisée ; on ne sait trop pourquoi.

Quand les services publics seront-ils plus souples pour financer des structures un peu marginales quant à leur mode de fonctionnement ou qui traitent spécifiquement d'un problème non encore reconnu officiellement : celui de la femme immigrée ? Dans un autre ordre d'idée, rappelons que l'ouverture du premier foyer de femmes battues en France, Flora Tristan, a demandé quatre années de lutte... A Chambéry, il aura fallu trois années et demi de démarches pour obtenir un avis favorable de la CRISS.

- Quand l'homme maghrébin se rendra-t-il compte qu'en opprimant sa femme, sa fille ou sa soeur, en croyant y trouver un pouvoir plus grand, il abdique une partie de sa liberté et de son propre bonheur dans cette cohabitation de deux mondes séparés seulement unis dans une relation de force ? ».

E. Roquevière
Permanente du foyer du
C.S.T.I.s.

Dubedout : Pour une société multiraciale...

Dans une interview au quotidien de Rhône-Alpes, le progrès, M. Dubedout, maire de Grenoble et, président d'une commission nationale pour le développement social des quartiers défavorisés, a clairement déclaré qu'il était conscient d'avoir à faire face à un « problème politique ». Problème politique qui consiste à aider les français à assimiler que la société française sera désormais une société multiraciale. Pour le maire de Grenoble, le bilan des régimes précédents, qui a consisté à « créer de toutes pièces des villes ségréguées avec des quartiers hostiles à recevoir une population qui a été une population mixte à revenus faibles ou très faibles » doit être mis en cause totalement. Le moyen indiscutable d'y arriver est de permettre « l'insertion sociale des familles ». Quant à la question du logement ou du futur sort des quartiers défavorisés, M. Dubedout n'a pas encore tranché. Deux options semblent possibles, par ailleurs nullement contradictoires. Soit on détruit ce type de quartier

mais il peut en résulter que le problème n'aura été que déplacé

Il lui apparaît nécessaire de discuter des expériences déjà faites en ce domaine et de leur résultats. Soit on tente des relogements disséminés et éclater géographiquement, ce qui faciliterait l'insertion des familles.

Dans ce cadre, le président de la commission penche pour des « relogements dans les rez-de-chaussée d'immeubles, logements pavillonnaires ou mono familiaux », ceci s'adaptant aux modes de vie et au nombre moyen des familles immigrées.

Mais pour M. Dubedout, qu'il s'agisse de l'insertion sociale, du relogement, d'une nouvelle politique de construction, du financement, du problème de la prévention ou de la répression dans les quartiers défavorisés, il importe en tout état de cause de savoir qu'il s'agit « d'une oeuvre de longue haleine et qui doit être conduite avec beaucoup de détermination ».



Au bout d'une semaine, je me retrouve devant la porte des « Deux-Byzantins ». Un peu honteux de ne pas être revenu plus tôt, et m'attendant presque à faire accueillir (cueillir ?) par un flic en uniforme.

En effet selon la décision du jugement en référé du 8 mars dernier (voir *Sans Frontière* n° 53), les occupants du restaurant auraient dû « vider les lieux » avant le 15 mars, faute de quoi il « pourrait être fait appel à la force publique ».

Mais la pénombre du restaurant, contrastant avec le beau soleil de ce mardi 16 Mars, n'abritait que les employés du restaurant et quelques clients. La « force publique » ne s'est pas manifestée ; bien plus, contacté par les grévistes, le commissariat a déclaré qu'il n'était pas au courant. Statu-quo de ce côté-là, donc !

Mais la décision du juge avait donné au patron du restaurant, M. J. Clamani, l'idée d'une petite manoeuvre d'intimidation. Le 13 mars, il s'est présenté au restaurant pour rappeler aux grévistes qu'ils allaient « être expulsés » le 15. Quand ses employés lui eurent répondu qu'ils n'avaient pas l'intention de quitter le restaurant avant d'avoir obtenu les bulletins de salaires qu'ils réclament (certains ont travaillé depuis 1978 sans fiches de paye), il leur déclara : « vous verrez cela avec votre futur patron ! »

M. J. Clamani a d'autre part refusé de se rendre à une réunion à l'inspection du travail. Sans doute compte-t-il sur la lassitude de ses employés en grève. Mais ceux-ci sont bien décidés à tenir jusqu'au bout : jusqu'à l'obtention de leurs bulletins de salaires depuis 1978 (comme nous le disions la semaine dernière, seuls les bulletins de janvier et février 1982 leur ont été remis).

Pour éviter de mettre tous ses oeufs dans le même panier, le patron des « Deux byzantins » mène des pourparlers avec des acquéreurs éventuels ; des patrons de restaurant sont venus visiter les « Deux byzantins ». Là aussi, il fait traîner les choses, disant aux acquéreurs que le conflit sera bientôt réglé, il n'y a qu'à attendre un peu ! Il n'a pas perdu l'espoir

Les deux Byzantins

Un patron peut en cacher un autre

d'arriver à expulser les employés qui occupent le restaurant.

M. J. Clamani veut bien vendre, mais pas à n'importe qui : il aurait préféré vendre à un Grec ! Il n'a pas voulu vendre le restaurant à un de ses anciens employés, qui s'engageait à reprendre tout le personnel actuel. Aussi faute de Grec, devra-t-il se contenter d'un acheteur français sans doute, mais veut-il réellement vendre, ou bien n'est-ce qu'un manoeuvre destinée à « faire peur » aux grévistes ?

Quand je suis passé au restaurant, il y avait justement un « acheteur ». Déjà propriétaires de 4 restaurants, il trouve que les « Deux byzantins » ne dépareraient pas sa collection.

Une véritable incarnation de « la France profonde » (il ne lui manque que la moustache gauloise) et de ses discours paternalistes : « les employés sont pas malheureux chez moi ». Mais attention : « Moi, j'ai horreur des problèmes ! » Et, « si des gars foutaient le bordel chez moi, j'irais prendre mon fusil de chasse ».

Sollicité par les grévistes, auxquels il avait dit que M. J. Clamani faisait traîner la vente, de téléphoner à ce dernier pour accélérer les choses, il leur a répondu qu'il n'était pas pressé, qu'il était prêt à attendre (sans doute dans l'espoir d'un rabais sur le prix du restaurant). Au délégué CFDT : « Le syndicat, c'est moi ! » A un ancien employé de Clamani : « C'est pas toi qui choisis, c'est moi ! »

Ça fait frémir, non ? Je vous passe la suite car ça me déprime trop. Il y a des trucs qui vous donnent envie de dégueuler ! Faut se dire qu'une fois régularisés, avec leurs bulletins de paye en poche, les employés des « Deux byzantins » pourront toujours aller travailler ailleurs. En attendant, profitez de ce qu'ils ne sont sous la coupe d'aucun patron, pour aller déjeuner là-bas. (l'adresse : 169, rue Montmartre, le midi seulement, du lundi au vendredi).

Jibé.

L'hôpital psychiatrique

L'ITINERAIRE DE JOSE FRANCISCO

Extraordinaire ce que vous lirez.

Extraordinaire n'est pas le mot. Ni exceptionnelle d'ailleurs.

Ce que vous lirez peut vous arriver. Comme cela est arrivé à Mme Lavable... Ceci est ordinairement légal. Cet engrenage infernal du placement d'office qui vous rend fou grâce à la camisole le chimique quand ce n'est tout simplement celle de force.

Ceci est normal au regard de la loi et au nom de la défense de la société. M. Francisco dont le groupe Information Asile de Paris évoque la situation, a besoin d'une solidarité financière. Vous devez l'aider pour qu'avec ce cas connu, soit dénoncé des faits qui doivent devenir anormaux et illégaux.

Depuis sept ans, M. José Francisco travaille, comme beaucoup de portugais, à la Régie Renault. Il est de toutes les corvées, déplacé de poste en poste. Espérant une amélioration de son statut par une mutation au service des transports, il accepte de déplacer les plus lourdes charges. La grève lui est inconnue.

Sept années se passent ainsi ; et la santé finit par s'en ressentir. En 1976, son médecin traitant diagnostique une double hernie et lui prescrit le port d'une ceinture spéciale. M. Francisco le fait savoir à son entreprise. Mai là, on nie et on le renvoie pousser des chariots de 800 Kg. En septembre, s'en est fini. Usé, il n'en peut plus et refuse de poursuivre ce travail.

C'est alors que commence un autre enfer : celui de la prise en charge médicale institutionnelle.

Les douleurs abdominales dont se plaint Mr. Francisco sont considérées comme des troubles psycho-somatiques. Le médecin du travail l'adresse alors à son confrère psychiatre. Arrêt de travail d'un mois. Proposition d'une hospitalisation en milieu psychiatrique. Mais toute la famille de Mr. Francisco s'y refuse.

Le 24 février 1977, Mr. Francisco voit pour la deuxième et dernière fois le Dr. psychiatre Barros à qui il avait été adressé. Et, le 11 mars suivant, la police vient le chercher pour l'interner sur décision du Sénateur-Maire de Trappes, Mr. Hugo, à la clinique Marcel Rivère à la Verrière dans le service du Dr. Acker.

Sans autre vérification, ce placement provisoire sera confirmé par un arrêté du Préfet des Yvelines. Interdit de visite durant une semaine, drogué, Mr. Francisco restera ainsi séquestré jusqu'au 29 avril 1977, le Préfet transformant son placement d'office en placement dit « volontaire », le 28 avril.

Mr. Francisco pourra alors rentrer chez lui chaque soir. Mais, chaque matin, il devra se rendre à la clinique où il devra, sous peine d'un nouveau placement d'office, passer toutes ses journées et continuer d'être drogué avec des neuroleptiques à effet retard.

Ce n'est que le 17 octobre, soit plus de huit mois après son entrée à la clinique, que Mr. Francisco pourra sortir définitivement. Il reprendra alors son ancien poste à la Régie Renault qui, quelques temps plus tard, l'affectera à la régulation de la circulation des camions et véhicules dans l'enceinte de l'usine ; poste qu'il assure encore actuellement.

Entre temps, les neuroleptiques auront fait leurs habituels effets :

pertes de plusieurs dents, de la force dans la préhension etc...

Aussi, avec l'appui du Groupe Information Asiles de Paris, Mr. Francisco décide-t-il de porter plainte contre X. pour « faux en écrit public, faux et production de faux certificat médical d'internement, arrestation, détention ou séquestration illégale de plus d'un mois, internement arbitraire, abusif et illégal ».

Pour se constituer partie civile, il demande le bénéfice de l'Aide Judiciaire. Commence alors un autre cycle infernal : convocation de police, pressions diverses. Le Procureur de Versailles lui adresse, par l'intermédiaire de la police, cette note étonnante : « lui faire savoir que j'émettrais un avis défavorable s'il persiste dans son intention de se constituer sur la base

d'internement. Mr. Francisco et le G.I.A. entendent rappeler ainsi que même les malades mentaux ont des droits et qu'il n'est pas question de les voir ainsi fouler aux pieds sous le prétexte que les malades mentaux n'ont pas « toute leur tête » et que l'on n'a donc pas à s'embarasser de l'égalité. Car ainsi, aussi, que l'on finit par porter atteinte aux libertés individuelles les plus fondamentales, pour un oui ou pour un non, à la moindre résistance ou manifestation curieuse, comme Mr. Francisco en a fait la douloureuse expérience en se faisant interner pour avoir refusé que son travail achève de le détruire.

Un tel non-lieu a pour résultat faire perdre à Mr. Francisco le bénéfice de l'aide judiciaire. Désormais, c'est par milliers de

L'arbitraire psychiatrique : une mutilation

de l'article 341 du code Pénal ». Mais Mr. Francisco ne recule pas. Et, le 15 mai 1979, l'Aide Judiciaire rejette sa demande. Appel est interjeté contre cette décision. Mr. Francisco doit aller plaider seul son dossier. L'assistance d'un ami lui est refusé ! Cependant - et contre l'avis du Parquet - l'Aide Judiciaire lui est enfin accordée.

L'instruction commence et se clôt sur un non lieu alors que Mr. Francisco n'a été auditionné qu'une seule fois et n'a été confronté à aucun témoin. L'existence du danger que requiert toute mesure provisoire d'internement prises par les Maires des communes, et tout placement d'office décidé par les Prefets (art. L.343 et L.344 du code de la santé publique, Loi du 30 juin 1838... » n'est pas établi et ne fait l'objet d'aucune instruction. L'urgence, qui peut seule justifier les mesures provisoires, n'est elle-même pas prouvée puisqu'il fallut plus de deux jours aux autorités municipales pour les provoquer et près de quinze jours au médecin pour rédiger son certificat...

Une expertise psychiatrique fut demandée par le juge d'instruction. Mais l'arbitraire et l'illégalité de cet internement n'étant pas instruit, cette expertise fut refusée par Mr. Francisco.

En effet, à quoi servirait une expertise préalable à toute instruction réelle sinon à faire oublier les illégalités de ce genre de procédure

francs qu'il devra compter pour poursuivre son action en justice !...

Malgré toutes ces pressions - et bien qu'il n'ait que le salaire d'un O.S., une femme et trois enfants à charge - Mr. Francisco ne renonce pas à faire valoir ses droits et à dénoncer l'arbitraire psychiatrique qui s'occupe surtout de soumettre l'individu aux exigences d'une organisation du travail mutilante et débilitante au lieu de prendre en considération la santé de ceux dont la psychiatrie prend ainsi la charge. Car enfin, ce refus de travail de Mr. Francisco, de pousser devant soi 800 kg de ferraille, n'était-il pas amplement justifié par les deux hernies qui le tenaillaient ? mais, de cela aucun médecin institutionnel n'aura cure. Il leur était plus aisé de lui faire accepter ses conditions de travail par un diagnostic de troubles mentaux plutôt que de remettre ces conditions de travail en cause en prenant en considération les hernies dont se plaignait Mr. Francisco, qu'un médecin privé avait pourtant mises en évidence.

C'est cet arbitraire qui ira jusqu'à le priver de liberté durant plusieurs mois en laissant sa famille dans les plus terribles inquiétudes et difficultés financières, le mutiler davantage en lui faisant perdre dents et force, que Mr. Francisco entend combattre.

* M. Francisco au GIA (Groupe Information Asiles) de Paris, 158 rue Legendre - 75017 - Paris.

C'EST AU CLUB, ET
C'EST NULLE PART
AILLEURS...



Vendredi 19 Mars 1982

ICI ET LA

Sans Frontière - 13

reportage

L'autre face du Club Méditerranée :

BRAS DE FER DANS LA CUISINE

La semaine dernière, nous avons publié une interview de Gilbert Trigano, à propos de la grève de 450 travailleurs immigrés dans les villages vacances de la région de Briançon.

Au-delà de la circulaire, qui a contraint la direction à permaniser 250 saisonniers, cette grève ouvre le débat sur l'ancien statut de ces travailleurs, employés régulièrement depuis des années par le Club. Pour Maurice Bergeron, délégué syndical, il s'agit d'une exploitation scandaleuse. Persiste et signe.

Bizarre, bizarre... Vous avez dit « bizarre ? » La semaine dernière, Monsieur Bede Bosc, de la direc-

« intéressant », selon des calculs fort compliqués, d'être payés au taux horaire de 14F50 au lieu de 18 (tarif du S.M.I.C.) puisqu'en définitive, déduction faite des 500 francs pour les repas et le logement, il restait un salaire de 3 000 Francs pour... 48 heures de travail. Un peu torturé, le raisonnement du Club ? Un expert en aurait des aigreurs !

Cette même direction disait pis que pendre du délégué du personnel, Maurice Bergeron, licencié, selon elle, parce que « tire au flanc ». Argument pour le moins tardif, concernant un employé embauché en 73. « Qui êtes-vous Monsieur Bergeron » m'écriais-je alors dans un post-criptum désespéré. C'est alors qu'il s'est présenté.

Maurice Bergeron était employé au Club comme animateur, dans les salles de bridge. Son engagement syndical date de 79, année au cours de laquelle, dit-il, « j'ai vu tant de choses scandaleuses que je suis descendu de mon hamac ». Depuis un bras de fer incessant s'est engagé avec la direction. Le Club refuse de le reconnaître comme délégué du personnel et tente de le licencier, apparemment sans motif valable, puisque Maurice Bergeron, en procès avec la direction, fait toujours partie du personnel.

L'objet de la grève ? Ponctuellement, la permanisation et l'assurance du renouvellement des contrats, en été. Mais M. Bergeron

ancienneté et peuvent être renvoyés sous n'importe quel prétexte ! Alors qu'en réalité, avec les heures supplémentaires, ils travaillaient bien onze mois dans l'année. Ce système permet une exploitation éhontée. Ils effectuent souvent 60 Heures par semaine en étant payés que pour 48 heures. S'ils n'étaient pas saisonniers, ils refuseraient ! »

S.F. : Vous avez obtenu 250 permanisations. Et les autres ? Ils n'entraient pas dans le cadre de la législation ?

M. Bergeron : Ça, je ne veux pas en entendre parler ! La direction veut diviser les grévistes en deux tranches. C'est une stratégie très classique. Ce qui compte c'est l'esprit de la loi. Et l'esprit de la loi vise les 450 employés. Trigano veut se débarrasser des grévistes. Les choses ont toujours fonctionné de cette façon. Tous ceux qui protestent sont renvoyés dans leur pays. Littéralement « punis » pour « mauvais esprit ». Comme mon ami Magoui, un travailleur africain. (Il me montre une lettre). Et c'est parce qu'ils sont saisonniers qu'ils peuvent les renvoyer comme il veut. 9 mois par an, vous appelez ça « saisonniers » ? L'été, ils sont 900, l'hiver, 450.

S.F. : Mais tous ces gens ont des contrats officiels. Comment expliquez-vous qu'ils aient un statut de travailleurs industriels, alors qu'ils sont dans le tourisme ?



France et s'est aperçu qu'il n'avait aucun droit ! Il n'avait été déclaré qu'un mois !

S.F. : Et pour les accidents de travail ou les maladies ? Comment fait le Club ?

M.B. : Ils ont un cabinet d'assurances privé : « Rafnel », rue de la Chaussée d'Antin et tout se passe à travers cette boîte.

S.F. : Et pour les salaires

M.B. : Chèque au porteur payé en face du Club par une succursale. En Espagne, tous ceux qui travaillent sont clandestins. Un scandale a éclaté en 1980 au Maroc. 800 travailleurs locaux n'étaient pas inscrits à la Sécurité Sociale. Il y a eu des plaintes. En Tunisie, j'ai eu moi-même une correspondance avec l'inspection du travail. Il s'agissait des français non déclarés. Mais ils ne peuvent rien faire : le Club apporte les devises.

S.F. : L'illégalité à l'échelle internationale ?

M.B. : Bien sûr. Le Club est puissant.

S.F. : Les autres membre du personnel se solidarisent-ils avec ta lutte ?

M.B. : Ça dépend de la part de gâteau qu'ils ont et de l'oreille qu'il prêtent aux promesses de promotion. Tu sais que le personnel est normalement intéressé aux bénéfices. Sauf les saisonniers, bien sûr. C'est toute la politique du Club et crois-moi, ça marche, la carotte et le bâton.

S.F. : Y aura-t-il des suites à cette grève ?

M.B. : Légalement, nous avons obtenu ce que nous souhaitions. Mais c'est le système « Club » avec tous ces abus, pseudo-formation, prise en charge par l'Etat, et néo-colonialisme sur place et à l'étranger qui est en cause. Les

suites ? Les mêmes droits pour les étrangers que pour les autres. A ce stade, il faut vraiment politiser le débat.

Un pavé dans la mer (1) ?

Fabienne Messica

(1) Méditerranée. Assez mauvais.

Lettre à Trigano

1980 : Le scandale éclate : 800 travailleurs marocains du Club sans sécurité sociale.

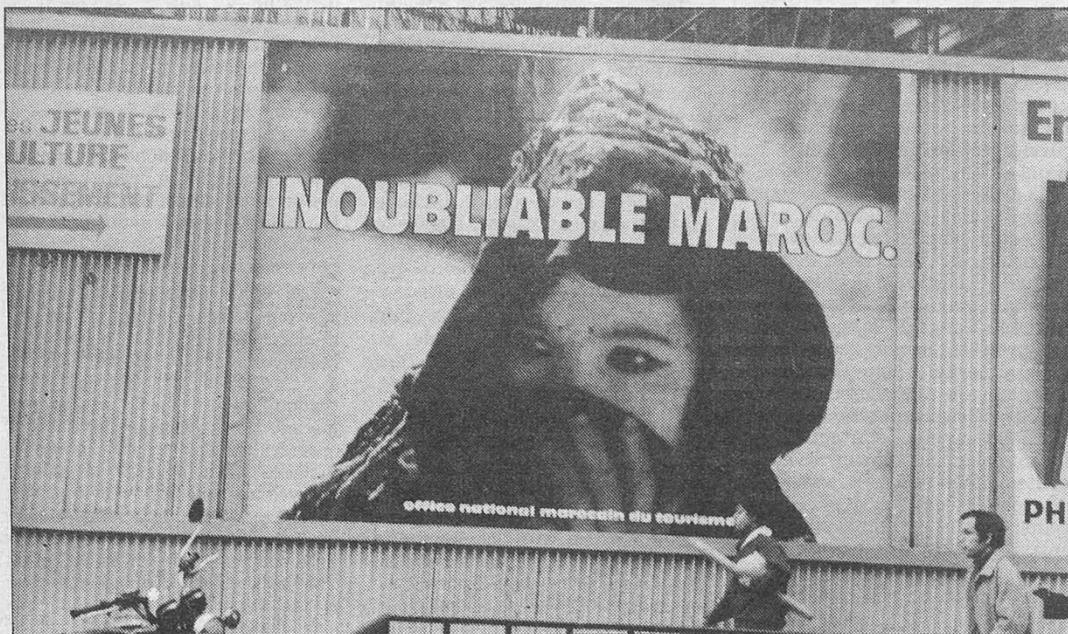
Lettre en 1980 à Gilbert Trigano de Fathi El Kébir, membre du bureau exécutif de l'Union Générale des Travailleurs du Maroc, et Secrétaire Général de la Fédération Nationale de l'Hôtellerie.

« Monsieur,
A la suite des plaintes qui me sont parvenues des travailleurs marocains employés en France dans vos hôtels l'été dernier, il ressort qu'en contrevention avec la législation française, les nombreuses heures supplémentaires qui leur ont été demandées et les jours fériés ne leur ont pas été réglés.

Permettez-moi, en leur nom, d'émettre une réclamation globale et, en attirant votre attention sur un point précis, de vous demander votre position sur cette question urgente.

Je ne peux venir de l'organisation placée sous votre direction, étant donné son image de marque et la votre, croire les rumeurs qui m'ont été rapportées de menaces voilées et de chantage à l'emploi en cas de demande de révisions de ce que nous nommons les accessoires de salaire pour lesquels le délai de recevabilité est chez nous au Maroc d'un an.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer... »



tion du Club, m'avouait -de crainte peut-être que je le découvre- que les travailleurs saisonniers, sous contrat de l'O.N.I., dépendaient, en fait, de la convention collective de l'industrie, bien qu'ils travaillent dans l'hôtellerie-tourisme. Pourquoi ? Parce que, répondait-il, c'était plus intéressant, financièrement parlant, pour ces employés. Il était également plus

veut aller plus loin : « Moi je veux faire passer le Club du 19^e siècle au 20^e. Rien de plus et c'est beaucoup ».

Preuves à l'appui, il démontre que les employés travaillaient sous contrat à durée déterminée plus de 9 mois dans l'année depuis... 10 ans. Drôles de saisonniers !

« Avec ces contrats, les travailleurs n'ont droit à aucune

M.B. : Ça, je ne sais pas. Mais Trigano y trouve sûrement son compte. Peut-être parce que le S.M.I.C. dans l'hôtellerie est plus élevé. Mais il ne faut pas croire que le Club n'emploie pas de clandestins. A l'étranger, certains français et la main-d'œuvre locale ne sont pas déclarés. Tiens, regardes. Un de mes amis, employé au Maroc de 69 à 79, est revenu en

Marchands ambulants-Gouvernement

VERS LA CONFRONTATION?

Les ponts sont désormais coupés entre le gouvernement et les communautés de marchands ambulants. Une coupure telle que les immigrés envisagent de nouvelles initiatives dont une grève de la faim au moment même où les autorités vont publier une circulaire sur ce problème.



« Ils » ne sont pas nombreux, et leur faible nombre aurait dû plaider pour une résolution rapide de leur problème. Pourtant, on semble bien s'acheminer, s'il n'y a pas de changement notable de la politique gouvernementale, vers une confrontation que personne, me dit-on, ne semble souhaiter.

« Ils » sont, vous l'avez compris, ces marchands ambulants venus du Sénégal ou du Maroc, exclus parmi le exclus, courant avec leur maigre étal « d'articles de Paris » ou d'articles exotiques à la recherche d'un bien faible revenu.

La procédure initiale de régularisation les avait ignorés et les aménagements progressifs dont elle a fait l'objet ne les ont pas intégrés. Ils ont pourtant depuis le mois de novembre alerté le Secrétariat d'Etat sur leur situation spécifique et espéraient jusqu'à la semaine dernière une circulaire adaptée à leur activité. La circulaire, retardée à plusieurs reprises, va enfin voir le jour et permettrait au mieux, selon les marchands ambulants, de régulariser trente pour cent des cas.

C'est à travers les assemblées hebdomadaires de commerçants ambulants maghrébins tenus à l'initiative de la MTI que le problème a été dans un premier temps posé. Depuis quelques semaines, les marchands ambulants originaires d'Afrique Noire, et habitant dans leur majorité à l'îlot Chalon près de la gare de Lyon, coordonnent leurs démarches avec « les frères maghrébins de la MTI ».

Les démarches faites sont désormais communes même s'il y a quelques différences entre les deux principales communautés con-

cernées, et d'abord au niveau du nombre.

Alors que les maghrébins seraient près de deux mille, l'îlot Chalon compterait, à la belle saison, entre quatre et cinq mille marchands d'Afrique Noire.

Ce quartier, visé par une opération de rénovation menée conjointement par la ville de Paris et la SNCF est en quelque sorte le lieu de ralliement de ces marchands. C'est là qu'on débarque, qu'on s'approvisionne et qu'on vient chercher son courrier et les nouvelles du pays lorsqu'on s'est longtemps absenté de Paris.

Ce n'est pas la seule différence. Les maghrébins qui se réunissent à la MTI s'y retrouvent depuis bien longtemps, alors que ceux de l'îlot Chalon n'ont commencé que depuis deux mois à se réunir et à se poser leur problème.

Dès le mois de novembre, une délégation de marchands maghrébins rencontre M. Charvet, chargé à l'époque au cabinet de M. Autain du suivi de l'opération exceptionnelle de régularisation. Une ébauche de solution en quatre points est proposée par M. Charvet et entérinée par l'Assemblée Générale des marchands ambulants qui se réunit après cette rencontre.

Ces quatre points étaient les suivants :

- fournir la preuve d'exercices de la fonction de marchands ambulants
- un logement fixe depuis six mois
- la présence en France avant janvier 1981
- s'être présenté à un guichet unique, ouvert dans le cadre de

l'opération de régularisation.

Pour l'Assemblée des marchands, la solution est imminente d'autant plus que le syndicat des grossistes leur confirme la nouvelle.

C'est vers cette date que les marchands ambulants de l'îlot Chalon commencent à faire entendre leurs voix. Pour s'opposer à l'opération de rénovation et exiger le relogement des habitants, un comité de défense de l'îlot est depuis plusieurs mois actif sur le quartier. Composé pour l'essentiel de français, il est rejoint par des immigrés qui constatent rapidement que le problème essentiel des habitants est celui de la régularisation.

« La majorité de ces commerçants sont méfiants », m'expliquent Mamadou et Demba, pour eux cette opération de régularisation est un recensement en vue de leur expulsion. C'est pourquoi ils ne se sont même pas présentés au guichet unique ». Le consulat du Sénégal a d'ailleurs renforcé cette méfiance en prétendant résoudre le problème.

« Il a fallu un long travail de sensibilisation et d'information pour casser cette méfiance, ajoute Mamadou, mais maintenant nous nous sentons forts, et comme nous ne voulons pas rester isolés, nous voulons sortir de l'îlot Chalon, rencontrer d'autres sans papiers ».

C'est donc ensemble que les deux communautés ont rencontré le cinq mars un responsable du ministère du commerce et le quinze mars M. Vidana, chargé dorénavant de l'opération de régularisation rue de Ségur.

Alors qu'ils s'attendaient à la publication de la circulaire et souhaitaient prendre connaissance de ces grandes lignes, les délégués trouvent en la personne de M. Vidana un « interlocuteur difficile » protestant contre la présence massive des commerçants ambulants qui manifestaient devant les portes du Ministère de la Solidarité Nationale, et qui seraient « manipulés » par des gauchistes. Langage classique face à un problème complexe, et qui semble présager, pour les commerçants, une circulaire plutôt restrictive. Les divers responsables que nous avons contactés se refusent pour l'instant à en révéler le contenu mais on nous a laissé entendre qu'elle consisterait plus à un assouplissement du statut de commerçant étranger, déjà existant, et non en une nouvelle réglementation adaptée à cette catégorie particulière.

On ne saura plus dans les jours qui viennent après la publication de cette circulaire et l'annonce par les marchands de leurs initiatives mais on peut d'ores et déjà dire qu'une occasion réelle de concertation a été ratée.

Il serait malheureux à l'aube du septennat que cela devienne une habitude en matière d'immigration.

K.B.

Deux films racistes à la T.V.

F.R., quoi ?

Deux films, particulièrement stupides ont marqué la télévision française en général, et la troisième chaîne en particulier. Le premier, « le pirate », avait été à l'avance dénoncé par M. M'Hamed Yazid, lors d'une conférence de presse tenue dans les locaux de la Ligue Arabe à Paris.

Aucun prétexte ne peut expliquer la diffusion de ce film aussi bêtement anti-arabe. Que tout ne soit pas rose au sein de ce monde, personne ne le conteste. Mais qu'on fasse plutôt des reportages intéressants sur les violations des droits de l'Homme, sur les injustices dans le Tiers-Monde et d'ailleurs.

Cela fait partie de leur mission d'information. Mais que l'on projette des films aussi bêtes, cela dépasse l'entendement. Une phrase citée de mémoire, entendue lors de la projection de la première partie samedi dernier : « tu sais, pour nous arabes, la violence, les coups d'Etat sont notre vie quotidienne ». Absurde et faux. Mais les stéréotypes sont les plus forts. A quoi bon essayer d'y répondre encore.

Mais la troisième chaîne que certains rêvaient d'être celle des minorités en France, ne va pas s'arrêter là.

Dimanche soir, le prétexte historique était là pour justifier la diffusion d'un « grand film », « Naissance d'une nation » de Griffith. On nous l'a même présenté comme étant un chef-d'oeuvre du genre. J'espère que nous étions

nombreux à être informés sur ce film fondamentalement anti-nègre réhabilitant le Klu-Klux-Klan en le présentant comme une ligue de défense des populations blanches. Un grand film raciste. Il faut au moins alors le préciser et avertir les téléspectateurs déjà passablement gangrénés par le racisme en France. Pas un seul personnage noir n'était sympathique à part les deux serveurs un peu « Oncle Tom » qui se mouvaient dans ce merdier.*

A la veille de la journée du 21 mars, proclamé la journée internationale contre le racisme, FR3 nous a gratifié de bien étranges cadeaux, pour une chaîne qui abrite (en se faisant payer et deux fois le prix que T.D.F. lui facture, le passage d'antenne et la production de l'émission Mosaïque) des émissions qui nous sont destinées le dimanche matin.

Tout comme, elle abrite le dimanche soir une émission sur les DOM TOM, pour la communauté antillaise en France et pour tout ceux qui sont intéressés par ces questions, une émission plutôt « ya bon banania », qu'autre chose, mais enfin...

FR3, quoi ? Pour une France Raciste, correspondrait plus à des initiales, décidément bien indéchiffrables. (F.R. ...3).

Jusqu'à là aucun commentaire n'est sorti de la grande maison. Pas un murmure de réprobation. Pas un syndicat n'a relevé ces deux émissions. Bizarre.

M.A.

Mort pour des vêtements

Hichem Jeridi, tunisien âgé de dix-huit ans, est mort jeudi 11 mars atteint par une balle en pleine tête, tirée par un commerçant d'Aulnay-sous-Bois, qu'il tentait avec l'aide de deux complices de cambrioler. Alerté par le bruit, le commerçant, Monsieur Kévardian, qui avait été cambriolé trois fois se lève, saisit son fusil de chasse et tire. Hichem est mortellement atteint. Les deux autres jeunes gens ont le temps de s'enfuir avant que Monsieur Kévardian ne recharge son arme.

Alors que le commerçant était entendu dans les locaux de la police, ses confrères et les « braves » de la France profonde se réunissaient pour manifester contre son interpellation. L'appel lancé par madame Kévardian dit en substance : « Dans un geste qui peut expliquer son désespoir de se voir déposséder pour la quatrième fois de son bien, le malheur a voulu que l'un des cambrioleurs soit tué, monsieur Kévardian compte sur la compréhension de la population d'Aulnay-sous-Bois ». Cet appel a été largement entendu. Tous les habitants d'Aulnay, à commencer par le maire communiste et les Conseillers municipaux, ont été unanimes : « Monsieur Kévardian n'a fait que se défendre ». Pour eux, cette action d'auto-défense, reconnue par le Code Pénal lorsqu'il y a nécessité de se défendre quand on a affaire à des malfaiteurs qui exercent des violences est normale. Les com-

merçants et autres candidats à l'auto-défense peuvent être tranquilles, ils ont la majorité pour eux. Les Assises de la Moselle ont récemment acquitté un commerçant qui avait mortellement blessé un cambrioleur. Les Assises des Bouches du Rhône ont quant à elles condamné à deux ans de prison avec sursis, un habitant de la région, pour avoir tué un malfaiteur qui n'était pas armé et qui s'enfuyait avec du matériel.

Les jurys populaires à travers ces jugements confortent sciemment les maniaques de la gâchette. Monsieur « Tout le Monde » qui en a marre de vivre à Chicago, peut tranquillement faire sa propre justice. Il n'a pratiquement rien à craindre ni de la police ni de la justice. D'ailleurs, Monsieur Kévardian dernier cow-boy en date, a été tout simplement relâché quelques heures après son interpellation, à la grande satisfaction des habitants d'Aulnay-sous-Bois et d'ailleurs.

Hichem est mort d'avoir voulu voler quelques vêtements. Mais laissons le mot de la fin à monsieur Kévardian qui fier comme un artaban déclarait : « Je n'ai qu'un remord, c'est de ne pas avoir eu le temps de recharger mon fusil ».

Quant à Hichem, ne pouvant plus avoir de remords, j'espère qu'au Paradis des cow-boys, il retrouvera ce minable.

Fatima Belhadi

Littérature tunisienne :

Pain et liberté

Désireux de connaître la littérature algérienne ou marocaine, le lecteur français ou francophone dispose d'un grand nombre de monographies, d'anthologies, d'études d'ensemble et de détails. (1)

En revanche, s'il s'intéresse à la littérature tunisienne, il ne disposait de rien, jusqu'à la récente et heureuse initiative de la jeune et dynamique maison d'édition Sindbad. La littérature tunisienne était inconnue. L'adjectif « inexistante » faillit se glisser, comme si sa non-reconnaissance par l'autre, dans la langue de l'autre, la condamnait au « néant ».

Deux intellectuels tunisiens, Taoufik Baccar - professeur à la Faculté de lettres de Tunis - et

Fête

Fête populaire et jeux acrobatiques. Ah mon amour !

C'est mon cœur qu'ils ont étreint en serrant leurs doigts sur des matraques blanches, blanches et si noires. Oui mon amour ! Et ils m'ont clos les paupières, Ces paupières nouées à la liberté.

Habib Zammad : « sur le mode négatif »

Salah Garmadi - chercher au C.E.R.E.S. et écrivain - viennent de combler cette lacune, en présentant une anthologie de textes et de poèmes - tel est le sous-titre de leur ouvrage - de la littérature tunisienne (2).

Outre des notices bibliographiques très succinctes, l'ouvrage se compose de deux parties.

Dans la première, Taoufik Baccar retrace de façon remarquable l'itinéraire de la littérature tunisienne contemporaine. Sans négliger pour autant l'analyse en détail de certaines œuvres (l'Homme Zéro, de Madani ; Khalifa le Teigneux, de Khraïef ...) ou de certains auteurs (Chabbi, Messadi, Douaji ...), il dégage, à travers une analyse historique et sociologique, les quatre grandes périodes de la littérature tunisienne.

La première période qui va jusqu'aux années 20, est contemporaine du Vieux Destour. Elle est sous-tendue par une idéologie passéiste et dominée par la poésie aux clichés et rhétorique fossiles.

La deuxième période s'étend

« Que fais-tu, Ali ?...
Je cours après le pain... »
C'est l'hiver, saison de marasme pour la poterie. Le capital de l'artisan est tellement petit que celui-ci ne peut fabriquer ses produits qu'autant qu'il en vend.

C'est l'hiver ; l'atmosphère est humide, et la pluie menace les objets fabriqués avant leur mise au four.

« Que fais-tu, Ali ?
— Je cours après le pain... »

C'est l'été ; il y a beaucoup de travail et beaucoup de soleil. Je passe la journée entière à arroser les ustensiles non encore cuits car ils se dessèchent trop vite.

« Que fais-tu, Ali ?
— Je cours après le pain... »

Mahmoud Toussi : « un keftajir à l'oeuf »

jusqu'aux années 30. C'est la période du « Tadjid », du nouveau et du renouveau. Le Vieux Destour devient Néo-Destour et la littérature coupe les ponts avec le passé. Deux genres nouveaux et étrangers apparaissent. Le roman grâce à Douaji et Messadi et surtout l'essai grâce à Tahar Haddad, auteur des « Travailleurs Tunisiens », 1927 et surtout de « Nos Femmes », 1930. Chabbi quant à lui, il continue la tradition poétique, mais pour la contester et la subvertir, sur le plan du contenu et de la forme.

La troisième période commence à partir de 1956, année de l'indépendance. L'entité nationale fraîchement acquise et le sentiment d'être enfin libre poussent les écrivains tunisiens à tenter toutes les expériences. Certains, comme Khraïef, optent pour le réalisme, d'autres pour l'onirisme et le fantastique, comme Ayadi ou Hamzaoui, voire le surréalisme, comme Garmadi.

La période actuelle : c'est une période qui voit apparaître une avant-garde préoccupée par le travail sur le langage et l'écriture et élaborant ainsi une littérature expérimentale.

La deuxième partie illustre l'analyse et présente des extraits de poèmes, de nouvelles et de romans. Le choix, comme tout choix, est réducteur et arbitraire, mais il reste représentatif, quoi que le lecteur regrette que la littérature tunisienne de langue française ne soit ni mentionnée, ni représentée. En effet, un Medded, un Tlili ou un Bouraoui ... auraient dû avoir leur place dans cette anthologie. De même le lecteur aurait voulu davantage d'extraits des écrits de femmes tunisiennes : Leyla Ben Mami ; Aroussia Nalouti ; Fadhila Chabbi.

Quelle que soit la période considérée, le Pain et la Liberté, à cause de leur rareté voire leur manque dans le réel, constituent les deux pôles qui alimentent la littérature tunisienne. Prises à la lettre, deux expressions populaires résumerait la situation en un raccourci saisissant : « courir derrière son pain » et « photographier son pain ». La course est réprimée et la photographie reste une pellicule dans le tiroir de la censure : « Une

pièce ne doit toucher ni à la constitution, ni à la sécurité du chef de l'Etat, ni à la moralité (elle n'a pas par exemple à exhiber des nus), ni à la religion du pays. Nous ne tolérons pas les pièces athées. Quand on sait, par ailleurs, que les maisons d'édition sont étatiques et qu'aucun écrivain tunisien ne vit de sa plume, on comprend que le Pain et la Liberté soient des thèmes « obsédants », mais en même temps, on est surpris, quand l'analyse sociologique de T. Baccar rappelle parfois étrangement à cause de l'idéologie qui la sous-tend et donc de sa conception de l'écriture et de la littérature - la censure qu'elle dénonce : « Mais à part certains textes de valeur, on peut lui (la littérature tunisienne) faire le reproche de ne pas se montrer toujours assez dialectique, de se contenter plus volontiers de projeter des idées et des sentiments souvent naïfs sur les réalités que tenter de pénétrer celles-ci dans toute leur complexité » (p. 48) ...

« L'idéologie d'un grand nombre d'écrivains même quand ils se situent politiquement à gauche, reste un populisme pour ne pas dire un misérabilisme fort sentimental. Il lui manque à coup sûr l'acuité d'une aperception plus évoluée des choses qui, seule, la rendrait à même de saisir en profondeur et dans ses contrastes le mouvement de transformation sociale. Plus critiquable encore est cette propension à sombrer dans « l'errance » soit-disant existentialiste ou le délire halluciné qui ne semblent pas toujours résulter d'une véritable confrontation avec les problèmes »

Slaheddine Dchicha

Écrivains de Tunisie

Anthologie de textes et poèmes traduits de l'arabe par Taoufik Baccar et Salah Garmadi



LA BIBLIOTHÈQUE ARABE
Sindbad



PAR
CAVA
PEIRA

« Josépha »

De Christopher Franck avec Miou Miou, Claude Brasseur, Bruno Cremer, Catherine Allegret et Pierre Vernier.

En fait, c'est un genre qu'elle a depuis le début, depuis ses débuts : celui de tirer une gueule comme un jour sans soleil ou sans pain, suivant les appetits. Elles sont deux, comme ça, dans le cinéma français, deux à avoir trouvé ce créneau, celui de la fille au visage ingrat, faussement naturelle, faussement indifférente, et qui traverse les situations, les événements, les lieux et les dire sans que l'ombre d'une émotion, aussi furtive soit-elle, ne vienne altérer leurs traits insignifiants : j'ai nommé Miou Miou et Isabelle Hupert.

De plus, elles ont lancé la mode et les autres essaient d'en faire autant ; mais elles n'y arrivent pas, les pauvres ! C'est plus fort qu'elles, de temps en temps elles ont l'air de souffrir lorsque les circonstances l'exigent ou elles se fendent la poire lorsque la situation est cocasse. Mais dans les films où il y a Hupert ou Miou Miou, ce n'est pas tous les jours qu'on rigole. Et non également aux critiques de cinéma qui, dans un concert touchant, crient au chef-d'oeuvre, à la composition hors série, au miracle !

Les derniers en date à avoir couillonné les gens avec ce truc, c'est Brando et James Dean. L'un ou l'autre. Au choix. Brando prétendant que Dean l'imitait. Je revois « Sur les quais » : « Quel merveilleux acteur » disaient les critiques d'alors. En fait Brando traduisait que dalle, mais sa gueule impassible collait avec le rôle. Mais lui, par contre, était photogénique. Malheureusement on ne peut pas en dire autant de Josépha - Miou Miou. Je ne saurais vous dire à quel point elle a pu me faire chier, et peut-être est-ce pour cela que je me suis enfin aperçu qu'elle avait autant de sexe appeal qu'un de ces anciens balais des chiottes auxquels elle ressemble d'ailleurs étrangement.

« Wolfen »

De Michael Wadleigh avec Albert Finney et Diane Véra.

Encore un soi-disant fantastique ! c'est la mode en ce moment, une retombée d'Avoriz, et cela ne serait pas pour me déplaire, si, malheureusement pour moi, et pour bien d'autres je pense, tout ce que je vois dans ce genre n'était d'une platitude et d'un manque d'originalité absolu.

Ici pourtant, l'idée était bonne. Mais il ne fallait pas choisir des loups pour épouvantails. Cet animal ressemble trop à un chien. Et vice versa. Et vous savez aussi bien que moi qu'il y a, rien qu'en France, quelques huit millions d'animaux domestiques, et le tiers

sont des chiens. Parfois des chiens loups. Et même si, de temps en temps, ces braves petites bêtes, croquent un marmot, on est trop habitué à leur gueule, c'est le cas de le dire, pour qu'ils nous fassent peur. Car c'est l'inhabituel, c'est ce morceau du Bronx, vide de ses habitants, c'est New-York, ville démesurée, métropole née du génie humain, et merveilleusement photographiée ici par ces mêmes hommes.

Il y a pourtant dans ce film quelque chose de fantastique, c'est ce morceau du Bronx, vide de ses habitants, c'est New-York, ville démesurée, métropole née du génie humain, et merveilleusement photographiée ici par ces mêmes hommes.

« Bandits, bandits »

De Terry Gilliam, avec John Cleese, Sean Connery, Shelley Duvall, Katherine Helmond et Ian Holm.

Nom de dieu, qu'est-ce que Napoléon a dû faire peur aux anglais, en son temps, pour qu'ils continuent à la poursuivre, deux siècles passés, de leur haine et de leurs sarcasmes. Napoléon était bien des choses, mais pas un pître. Comédien, oh combien !, clown, absolument pas. Coup-d'état, homme de guerre, dictateur, tout ce que vous voudrez, jamais je n'irai prendre la défense posthume de Napoléon sur ce terrain, mais le présenter comme un pauvre con, même par souci de dérision cinématographique, je ne suis pas d'accord. Cela me fait penser à un autre anglais, qui présenta un autre dictateur sous un jour également grotesque : je viens de citer Chaplin et Hitler. Mais le rire n'est-il pas la forme d'exorcisme la plus directe et la plus immédiate dont nous disposons ? Mais dans le cas de Charlot, un des plus grands comiques du cinéma, le résultat avait une autre dimension.

Pour vous parler du film de Terry Gilliam, il se présente sans fil conducteur, si ce n'est celui tenu du rêve déjà exploité par Ben Carroll dans « Alice au pays des merveilles », à croire que les anglais sont non seulement méchants et rancuniers, mais manquent un tant soit peu d'imagination et ne se renouvellent pas tous les jours. Par contre, le décorateur du film a du génie : ce sont les décors les plus fantastiques que j'ai jamais vus au cinéma. Et le film vaut d'être vu rien que pour ça.



THEATRE

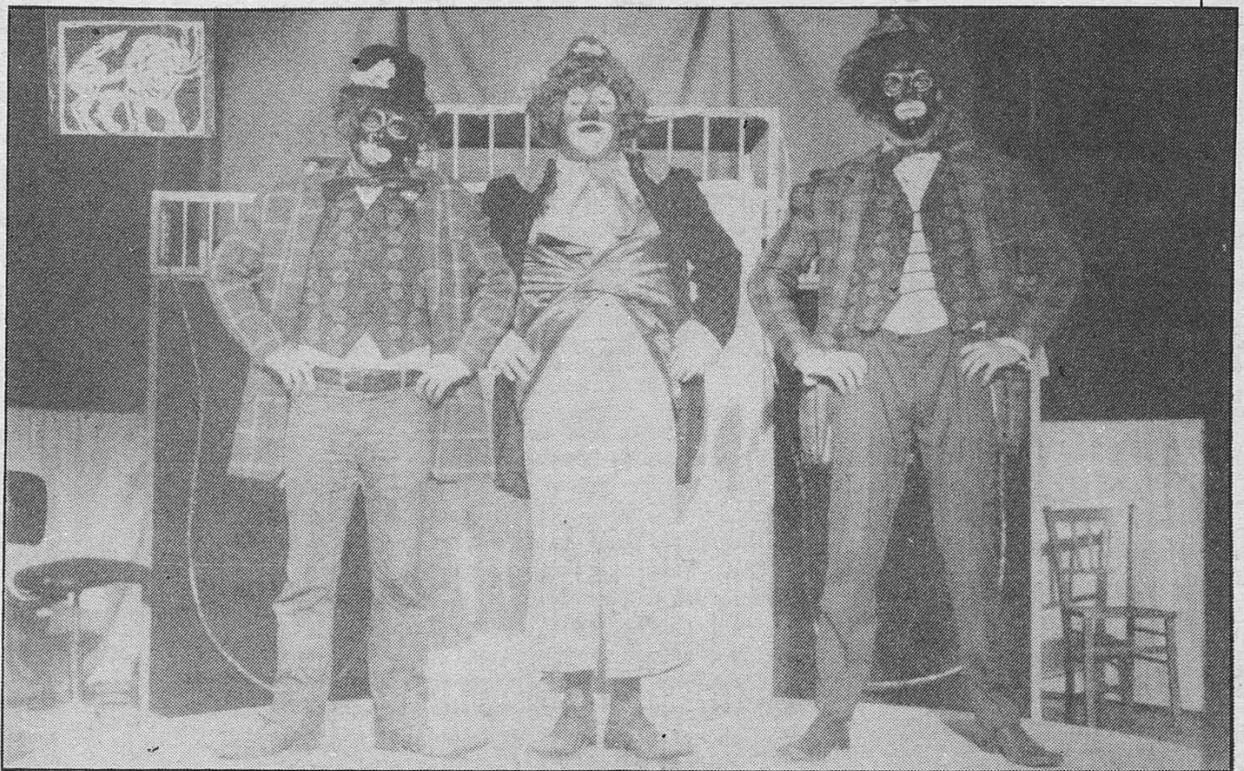
Né en 1921, à Sétif, en Algérie, Nourredine Aba vit en France depuis son enfance.

Chroniqueur des procès de Nuremberg puis membre du F.L.N, il a écrit des ouvrages à la fois poétiques et politiques, sur l'Algérie et la Palestine.

De tradition humaniste, Nourredine Aba,

c'est pour les jeunes algériens, le témoin d'une histoire : celle de la guerre.

Un repère essentiel pour la conquête de soi.



La récréation des clowns de Nourreddine Aba : Une interview de Nourredine Aba

Autopsie d'un tortionnaire

SANS FRONTIERE : *Vous vivez en France depuis très longtemps. Comment avez-vous vécu votre engagement pour l'Algérie ?*

NOUREDDINE ABA : Quand la guerre m'est tombée dessus, je me suis senti déraciné. Vous savez, mes enfants ne parlent pas un mot d'arabe. En 1954, ils ont découvert le racisme et ils ont compris. Moi, c'était pareil. Je suis rentré dans le combat parce que la cause était juste mais aussi parce que, de toute façon, l'histoire est là pour vous rappeler à votre identité.

S.F. : *Comment vous est venue l'idée de la « récréation des clowns » ?*

N.ABA : J'ai eu cette idée en 57. Mais je voulais attendre la fin des combats. De toute façon, aucun éditeur ne l'aurait prise et l'urgence était ailleurs. Cette pièce n'est pas seulement historique. Elle est actuelle. Au-delà de l'Algérie, c'est un réquisitoire contre la torture qui continue de par le monde. Même en Europe : regardez les tortures policières à l'égard des Brigades Rouges, par exemple.

S.F. : *Votre pièce est dérangeante pour les paras... et pour tout le monde, je crois. Si les paras sont parfois ridiculisés, il m'a semblé que ce costume de clowns, en fait, les humanisait. Alors, pourquoi des réactions aussi violentes ?*

N.ABA : Ils n'ont rien compris. La plupart n'ont même pas vu la pièce. A Brest, ils étaient 40 et ils chantaient : « C'est nous les Africains ! ». Ils sont venus me voir et on a discuté. Rien n'a changé. Ils étaient là et ils continuaient à bouffer du jui, du noir, de l'arabe, du jaune.

Certains anciens paras et militaires ont dit que c'était une pièce sans haine. J'ai montré des gens broyés par un système. Des mécaniques tortionnaires désarticulées par l'enfant qui remonte en eux. Aucun pays n'est à l'abri de ce

fléau. Tout conflit secrète ses bourreaux et à partir du moment où on institue la torture en système, l'humain disparaît.

S.F. : *Votre pièce se fonde sur des faits historiques déjà décrits en long et en large. Alors pourquoi autant d'histoires ?*

N.ABA : Sur le plan historique c'est absolument véridique. Je suis même allé plus loin : j'ai interrogé des tortionnaires pour mieux saisir leur personnalité. Tout est vérifié. « Gégène » a existé et existe toujours. Mais en soi, la vérité historique ne dérange pas. Elle est trop objective, trop mécaniste. Dans cette pièce, c'est la dérision qui fait craquer les consciences.

S.F. : *Quelle est la fonction d'un personnage comme Francine ?*

N.ABA : D'abord, elle est porteuse d'une certaine poésie. Ensuite elle représente une France qui ne sait pas et cette France-là a existé.

S.F. : *Vous écrivez en langue française. Par rapport à votre identité, cela pose-t-il problème ?*

N.ABA : Pas du tout ! Je suis de culture française et c'est par l'écriture que je cherche mes véritables racines. L'arabisation me paraît quelque chose de légitime. La pire des aliénations n'est-elle pas de ne pas savoir qui l'on est, d'où l'on vient, avec qui on a vécu ? Cependant, on ne peut pas retirer à quelqu'un son algérianité, sous prétexte qu'il n'écrit pas en Arabe.

Chercher ses racines dans une langue qui n'est pas la notre, est-ce un paradoxe ? Je ne crois pas, car nous représentons de toute façon un moment de l'Algérie qu'elle doit dépasser mais qu'elle ne peut pas renier.

Mahomet n'a-t-il pas écrit : « Derrière toute langue il y a un homme ». Cherchons-le.

F.M.

Alger, à l'heure de la torture. Pour un gala organisé par l'armée trois paras, trois tortionnaires, ont monté une pièce, où ils jouent des clowns. Le scénario est écrit par une jeune française, venue en Algérie pour des vacances. Soeur d'une victime des camps de concentrations, haïssant la violence, elle ne connaît rien des événements d'Algérie. Avec elle, c'est l'horre de la pureté et de l'enfance qui vient bousculer ces mécaniques du crime que sont les paras. Pour eux, une obsession : qu'elle continue à ignorer leur vrai « travail ».

Mais voici qu'un de leurs camarades leur amène un algérien, soupçonné d'avoir posé une bombe dans un lieu public. Il faut qu'il parle ! Le temps presse. La bombe éclatera dans deux heures. On monte sur scène « Gégène », d'autres instruments de torture, le magnéto. Adieu les clowns !

C'est alors qu'on va voir ces tortionnaires grimés en clowns, glisser constamment entre leur personnalité de robots criminels et celle du clown, symbole de l'enfance, de la pureté et d'un passé qui,



Des paras « torturés ».

La création des clowns de Nouredine Aba a suscité bien des passions : interventions de paras, (anciens et nouveaux) dans les théâtres, (notamment à Lorient), insultes et menaces de mort, à l'égard des comédiens. Voici le tract distribué par l'Union Nationale des parachutistes : « Un patriote Algérien, M. Nourredine Aba, écrivain, support intellectuel du régime totalitaire qui domine son pays, hôte de la France, d'une commune, cette cellule du pays profond, propose une pièce de théâtre à des acteurs français « la récréation des clowns ».

Cette pièce, c'est « l'insulte gratuite, l'insulte au pays d'accueil à travers ces meilleurs fils, suprême insulte à ses morts qui jalonnent les plus durs champs de bataille ».

Mais l'insulte a été permise,

organisée, diffusée, commentée et subventionnée par ceux-là même qui vibrent au chant des chœurs de l'Armée Rouge, cette formidable légion de l'Est, cuirassée, déterminée, qui cache encore le soleil sanglant annonciateur des holocaustes futurs ».

« La légende de cette race de combattants se confond avec celle de l'Archange Saint-Michel terrassant le dragon, remonte la lignée des Croisés pour se hisser, fer de lance des armées modernes.

Depuis un demi-siècle toutes les nations sacrifient à ce mythe, les plus jeunes avec encore davantage de fougue. Le bérêt rouge fièrement porté par blancs, bruns, noirs et jaunes ne souffre pas de racisme, il est devenu symbole de courage, de discipline et d'abnégation ».

Au fait : Ils n'ont pas vu la pièce. Peur de « Gégène » peut-être ?

par vagues successives, remonte en eux, et désarticule la machine.

Clowns ou cruels tortionnaires ? Le spectateur suit avec fascination ce déchirement des images, cette mouvance incessante entre le chagrin et la pitié. Sans jamais savoir ce qui va surgir de ces visages masqués : l'horreur ou une très, très ancienne innocence. Au milieu de tout cela, l'algérien et Francine se rencontrent, aux confins d'une poésie idyllique, dans un monde miraculeusement épargné. Image d'une métropole mythique, d'une paix future, de la mère, de la soeur, du pardon, Francine transfigure cet univers implacable et le fait chavirer, par le jeu des masques, dans les eaux troubles du paradoxe et de l'absurde.

Dans ce contexte, la torture n'en est que plus insoutenable. Dérangeant ces paras dans un costume de clowns. Dérangeant le texte. Jusqu'à l'humour : on rit toujours à contre-temps. Renvoyés à notre propre ambiguïté, angoissés par l'incertitude (Qui va parler sous le déguisement ? On ne sait jamais...), nous voilà soudain concernés, torturés par ce texte extrêmement cru. On ne peut pas s'y sentir étranger. Car Nourredine Aba nous rappelle sans cesse que ces êtres atroces (c'est pas vrai. Pas chez nous ! Si) sont des humains, broyés par un système. Inhumain, lui.

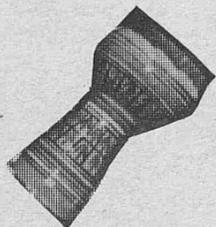
Fabienne Messica

« La récréation des clowns » est jouée par le théâtre de la Chimère.

Le 16 mars : El Boeuf
17 mars : Rouen
18, 19 mars : Le Havre.
20 mars : Montaterra.
23 mars : St Jean de Breuille
25 mars : Angers
26 mars : Quimperlé
27 mars : Cholet
1er avril : Caen
2 avril : Nantes
Du 5 au 30 avril : Algérie.

A l'écoute des traditions musicales Grandeur et misère de la musique Algérienne

Je suis allé voir avec intérêt et enthousiasme le concert de Hamid Mesbahi qui joue actuellement au Palais de Chaillot en alternance avec l'excellent conteur Nacer Khemir.



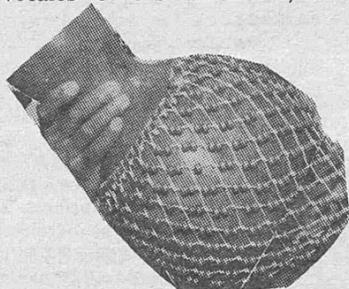
Diantre ! De la musique traditionnelle algérienne et en particulier le répertoire des NÂBAS Andalouses, il y a de quoi s'en « lécher les babines » et c'est plutôt rare à Paris, surtout dans un lieu aussi « consacré » que Chaillot ! Je savais qu'Hamid accompagne Djamel Allam, ce dernier ne s'étant jamais inspiré de la tradition savante maghrébine de quelque façon que ce soit je lui laissais toutefois le bénéfice du doute.

Seulement voilà, après l'audition de ce concert je n'ai pas du tout l'impression que le public va mesurer à sa juste valeur et prendre au sérieux la tradition algérienne, dans un café maure peut-être, chez des amis, mais pas à Chaillot. En effet, l'enjeu est trop important pour qu'on le minimise. Davant l'ignorance quasi-générale, il convient de donner une image plus digne de la grande richesse de cette culture et cela sans sombrer dans le snobisme pseudo-aristocratique ou le gâtisme sectaire de certains mais pas non plus dans « l'a peu près » hésitant...

Après un exposé aussi confus qu'inexistant, Hamid interprète quelques fragments du répertoire classique algérien dont j'aurai l'occasion de reparler en détail prochainement et ceci en s'accom-

pagant du Mandole (espèce de mandoline fretée comme la guitare et d'origine européenne).

Mohamoud Guettat, dans son livre sur la musique classique du Maghreb, nous donne la composition de l'orchestre algérien de Mustapha Skandrani. A ce propos, je cite : « ce que l'on peut déplorer dans ce changement ce n'est pas le nombre d'instruments dont se composent ces ensembles, mais plutôt l'apport de plus en plus important, depuis le début de ce siècle, d'instruments européens comme la mandoline, le mandole, la guitare, le banjo, la flûte traversière, le hautbois, la clarinette, la trompette... et même ceux à sons fixes comme le piano et l'accordéon. L'emploi de plus excessif de ces instruments ne peut être que fatal, non seulement au répertoire classique, mais aussi à la sensibilité même de l'oreille maghrébine. Avec ce genre d'orchestration, les instruments traditionnelles apparaissent comme des étrangers qui essaient malgré « l'étrangeté » de la langue parlée, de placer timidement quelques mots qui seront d'ailleurs vite étouffés. Les modalités d'exécution, à la fois vocales et instrumentales, se



trouvent de jour en jour transformées et dénaturées et leur authenticité sacrifiée pour la consécration du « modernisme »... Supplantés par l'interprétation chorale, les bons vir-

tuoses, aussi bien chanteur qu'instrumentistes, se font de plus en plus rares. Sans se douter des vraies causes, le grand chanteur algérien Dahman B. Ashur nous confiait : « chaque fois que je chante accompagné d'un piano, je ne trouve plus la liberté de ma voix ».

Evidemment dans ces conditions on ne peut guère « lancer la pierre » à Hamid quant à l'utilisation du mandole, puisque c'est un fait courant lié à 130 ans de colonialisme français et « d'intégration » qui se traduit entre autres par la destruction de certaines de mosquées et d'oeuvres d'art...

Nous aurions aimé écouter des artistes dignes des grandes maîtres Khaznadji ou Dahmane Ben Achour.

Toutefois si ses vocalises témoigne d'un certain talent de chanteur, son jeu de Saz n'est guère convainquant : quant au Oud, son jeu trop laborieux ne déclenche guère l'émotion attendue et les virtuoses de cet instrument son légion à Paris qui gagnent leur croûte dans l'anonymat des cabarets et auraient été plus à leur place à Chaillot. Bref on reste sur sa faim. La semaine prochaine, je vous parlerai de Abdel Ouahab.

Julien Weiss

1) Rectificatif : dans mon article sur la musique kurde, une phrase a sauté, c'est bien sûr les Maqamat Kurdi et Kurdily Hijaz Kar qui ont marqué le goût arabe, et non pas le Bayati et Hijaz.

2) Mahmoud Guettat - La musique classique du Maghreb chez Sindbad

3) Discographie : Musique classique algérienne
Dahmane Ben Achour
- Khaznadji. Club du disque arabe.

Eddie Louis le King de l'orgue

Ça faisait pas mal de temps qu'on entendait plus parler de lui, impossible de retrouver son nom sur une quelconque programmation depuis quatre ans environ, les fans de jazz commençait à s'interroger sur une disparition si subite.

C'est un nom qui avait laissé trop de traces dans l'histoire du jazz, surtout en France pour ne pas questionner ce blanc des quelques dernières années. Eddie Louiss a traversé les années soixante en débutant dans les « double six », le groupe de Mimi Perrin qui sur des orchestrations de Count Basie, avait écrit et chanté, puis ce fut l'époque du Caméléon, rue St André, des arts dont certains se souviennent comme d'une époque où des choses importantes se passaient, le nom d'Eddie Louiss, s'est ainsi greffé à celui du légendaire violoniste Jean-Luc Ponty, du percussionniste Daniel Humaire, ce fut la naissance du trio infernal des années soixante Impossible d'oublier ces grands moments de l'histoire du jazz. Treize ans de collaboration avec Nougaro ne l'ont pas empêché de travailler avec les plus grands noms du jazz, de Kenny Clarke à René Thomas, Johnny Griffin, Stan Getz, etc...

Fils de musicien, de mère française, de père antillais, il a trempé dans tous les genres : tango, bossa nova, musique antillaise, middle jazz, avec pour maître Armstrong, Ella Fitzgerald, Glenn Miller... Puis plus tard bien sûr, Miles le grand, Coltan le mystique génial - ceux qu'on écoute toujours.

Fin février 82, le voilà qui réapparaît sur la scène parisienne, après avoir travaillé 4 ans pour lui, dit-il, et voyagé en Afrique où il sortit la première version de son dernier disque : « Histoire sans Parole ».

Tout le monde est au rendez-vous, et ce soir-là, le rendez-vous est au Petit Opportun. 10h30, le bar est envahi d'une foule qui ne cesse d'augmenter, d'aller venir dans tous les sens, le patron monte et descend, interpelle le barman qui ne semble pas mesurer l'événement - la noblesse de ses moustaches, du costard coïncide mal à l'ivresse de ses mouvements, j'irais bien faire un tour dehors, rejoindre ce type immense qui fait les cent pas. Non il fait vraiment trop froid.

11h, il y a du jazz dans toutes les bouches, tout un peuple de musiciens s'engouffre dans la cave, nous sommes littéralement collés les uns aux autres, juste une place pour l'orgue, pas plus. On est tous embarqués dans le même voyage, dont je reconnais le top départ, au mouvement général des têtes qui se tournent dans la même direction : c'est la vedette type, des traits sans agressivité, un regard clair, limpide, un gabarit de king. Il s'installe à l'orgue, commence à plaquer quelques accords, je crois reconnaître « les feuilles d'automne » puis cet accord se dilue, s'étire dans tous les sens, il devient de la pâte à modeler qui grimace, pour s'arrondir, se gonfler sous sa paume.

Il a un diable au bout des doigts, doués d'une force simple et particulière : l'amour a tout ce qui vit.

L'amour qui au fil du temps, temps musical et humain, se charge, s'imprime d'une expression nouvelle, intime et secrète, un peu comme Kenny dit-il, dont le nom renvoie à un secret « Il y a un secret dans toute chose, ce secret est différent pour chacun, pour moi Kenny détient un secret, dans la musique bien sûr, mais la musique étant le résultat du reste, c'est à dire de l'homme, c'est de ce reste dont il s'agit qui est en quelque sorte la clef - la respiration en jouant par exemple, c'est un peu la même chose que de savoir respirer dans la vie, certains s'essoufflent trop vite, Kenny m'a appris à écouter ces choses secrètes, qui sont fondamentales dans la vie, et la musique parce que forcément liées. Au bout d'un certain temps, on comprend, on sait, on sent »



Dans cette cave, du Petit Opportun, une chose étrange se passe, « insomnie », un de ces derniers morceaux, nous immobilise, dans un mouvement, un rythme qui nous attrape dans le noir à l'improviste, un mouvement dont nous ne pouvons maîtriser la trajectoire, parce qu'elle se défait sans cesse pour se reconstruire ailleurs, c'est la force et le secret d'Eddie. Il est maître de ses mains, nous en donne la preuve indiscutable dans « Histoire sans Parole », il les laisse se déplacer, s'arrêter là où la tendresse, la violence de son corps nous parle dans un langage unique, qui ne s'inscrit nulle part sinon en lui.

Il me dira simplement « je crois savoir, sans pouvoir m'exprimer autrement que j'ai une raison profonde de faire de la musique »

Cette profondeur s'écoute, il est vrai, jusque dans ce râle épais de la gorge qui l'accompagnera dans « Sagittaire » « canon », un souffle qui vient d'une terre inconnue, et qui nous transmet des ondes, capables de nous renverser au point de nous faire mal.

« Quand j'ai fini dit-il, si on peut dire fini, je dois être essoufflé, comme à la suite d'un grand voyage, et si ces ondes, je ne les trouve pas, c'est une perte de temps, un rendez-vous raté »

Ce soir-là, il ne fut pas raté, on est tous revenus un peu changés, comme lorsqu'on revient de loin...

En parlant de rendez-vous, Eddie (un disque pour le mois de juin... Impossible d'en dire plus.

Madyne Bensadoun



13^e Coupe d'Afrique des Nations

LES DEUX MONDIALISTES DEÇOIVENT

Si au sein de « Sans-Frontière », je m'occupe de la rubrique sportive, le chauvin de football de notre rédaction se nomme Farid Aïchoune. Depuis le début de cette compétition africaine, Farid ne jure que par l'Algérie, son équipe protégée. Pour lui, la victoire des siens ne fait aucun doute, et comment ne pas lui donner raison au vu des résultats.

« son équipe » victorieuse de la Zambie 1/0, du Nigéria, le tenant du titre, 2/1, se contentant d'assurer sa lère place du groupe B en partageant les points avec l'Éthiopie 0/0, confirme sa domination actuelle sur le football africain.

Même si son succès a été plus difficile que prévu devant le coriace Nigéria, il n'en est pas moins mérité sur l'ensemble de la partie. Comme me le rappelle Farid, ce qui est d'ailleurs vrai, l'Algérie a évolué sans son meneur de jeu

accrocheuse, la Lybie a su donner un excellent spectacle à tous ses supporters, en jurant de faire son possible pour remporter le trophée. Le Cameroun, quant à lui, qualifié pour le « mondial » où il aura affaire à des adversaires autrement plus coriaces que les « africains » a totalement manqué ce rendez-vous. Donné largement favori de ce groupe, il a manqué de punch, d'organisation et de jeu collectif pour s'imposer.

Faut-il invoquer comme excuses le gazon synthétique et la température assez fraîche auxquelles les joueurs camerounais ont du faire face ? Pourtant les individualités se bousculent au sein de cette formation...

Autre qualifié de ce groupe, le Ghana dont je ne sais pas grand chose, veuillez excuser la lacune. Les demi-finales se jouent aujourd'hui, et au grand dam de Farid qui ne cesse de m'em..., pour



Lakhdar Belloumi, blessé, ballon d'or africain 1981, et sans ses « professionnels » évoluant à l'étranger, sauf Zidane. L'Algérie rencontrera donc en demi-finale le second du groupe A, en l'occurrence le Ghana.

Le Nigéria, détenteur du trophée africain, s'en va par la petite porte, concédant deux défaites contre une seule victoire. Après avoir été humilié par l'Algérie pour le « Mondial 82 », il quitte désormais la scène du football continental la tête basse et le moral à zéro. Lui qui misait sur cette coupe d'Afrique pour faire taire ses détracteurs et rassurer ses supporters, on peut dire que c'est raté pour cette fois.

Dans ce groupe, la Zambie aura véritablement créée la surprise en infligeant une sévère défaite aux nigériens 3/0. Les Zambiens occupent la seconde place, qualificative pour l'autre demi finale, où elle se retrouvera confrontée à la Lybie et son public de Tripoli.

En ce qui concerne le groupe A, la Lybie jouant chez elle, a véritablement étalé son talent en terminant en tête avec une victoire et deux matches nuls. Physiquement bien préparée, très

que j'attende les résultats avant de passer mon papier.

J'en tire une conclusion personnelle qui est la suivante : « Ces intellos, moins y sont craignos, plus ils sont gonflants ».

Farid, travaillant un papier sur le 20^{ème} anniversaire du cessez-le-feu en Algérie, me signale que la meilleure opération pour bien commémorer cet anniversaire serait la victoire de son équipe dans cette 13^{ème} coupe d'Afrique des Nations ? Qui sait, il est peut-être devin notre ami).

Hocine



SPORT ET APARTHEID

La commission spéciale contre l'Apartheid de l'ONU (SCAA : Spécial Committee Against Apartheid) a publié le 1^{er} mars sa deuxième « Liste noire » concernant les échanges sportifs avec la République d'Afrique du sud (Register of sports contacts with South Africa).

Il arrive que sport et politique ne fassent pas bon ménage !

La publication de cette liste entre dans le cadre de la campagne contre le régime d'Apartheid de Pretoria. Dans le domaine sportif, celle-ci a déjà abouti à la suspension (1954), puis à l'exclusion (1970) de la République Sud-Africaine (RSA) des Jeux Olympiques, ainsi qu'à son exclusion de nombreuses fédérations (boxe amateur, natation, lutte, échecs...) et à de nombreux boycotts de la part d'athlètes à titre personnel (notamment Mohammed Ali et Mac Enroe).

Après avoir souvent appelé les parties concernées (gouvernements, fédérations, athlètes, etc) à refuser de collaborer dans le domaine sportif avec la RSA, le SCAA a pris la décision de publier, à intervalles réguliers, cette « liste noire » afin de sensibiliser la communauté internationale aux violations des résolutions de l'ONU que représentent ces contacts sportifs. Soutenu par le Conseil suprême du sport en Afrique et le Comité Olympique Sud-Africain non-racial, le SCAA espère qu'elle permettra de prendre les mesures adaptées pour isoler l'Afrique du Sud.

La première « liste noire », publiée l'an dernier, couvrait la période du 01.09.80 au 31.03.81. Elle comprenait trois listes distinctes :

- Celle des échanges sportifs avec la RSA ;

- Celle des sportifs ayant pris part à des compétitions sportives

en RSA ;

- Celle des promoteurs et administrateurs ayant pris une part active à la collaboration sportive avec la RSA.

La seconde « liste noire », qui couvre la période du 01.04.81 au 31.12.81, ne comprend plus que les listes a) et b) (celles-ci incluant les événements sportifs se déroulant en RSA et ceux organisés par ce pays) ; la liste c) a été supprimée et est discutée dans le rapport accompagnant la « liste noire ». Cette « liste noire » comprend plus de 360 athlètes originaires de 29 pays différents.

Parmi les sports qui « collaborent » le plus avec le régime d'Apartheid, on trouve en première ligne le... rugby, ce qui n'a pas l'air de gêner la bonne humeur de M.R. Couderc et de ses « braves petits ». De plus, le président de la Fédération Française de Rugby, M.A. Ferrasse, figurait déjà sur la « liste des promoteurs et des administrateurs » de l'an dernier. Les Fédérations de Rugby Irlandaise, néo-Zélandaise et Américaine se sont fait remarquer par leur complaisance envers la RSA.

Aux côtés du rugby, se sont aussi distingués la boxe professionnelle, le sport automobile, le cricket (Messieurs les Anglais, tirez les premiers !), le squash, et surtout le golf et le tennis professionnels (n'est-ce pas, M. Gerulaitis ?).

En ce qui concerne les pays im-

Le Ghana a battu l'Algérie 3 buts à 2 après prolongation (1/1 à la mi-temps, 2/2 à la fin du temps réglementaire), à l'issue de la première demi-finale de la 13^{ème} coupe d'Afrique des Nations, mardi soir à Benghazi (Libye).

A.F.P.

pliqués, ceux qui ont le plus d'échanges sportifs avec l'Afrique du Sud sont les États-Unis (qui s'en étonnerait ?), la Grande-Bretagne (opposée, dans le principe, à ces échanges, mais qui n'a pas été capable d'empêcher concrètement ses nationaux d'entretenir des relations sportives avec les sud-africains) et la Nouvelle-Zélande (rugby, quand tu nous tiens...!) (1). Nota bene : Israël ne boycotte pas l'Afrique du Sud.

Malgré ces exemples, le boycott sportif de l'Afrique du Sud a marqué des points pendant la période considérée. De nombreuses organisations et fédérations ont renoncé à participer aux manifestations sud-africaines, de même que de plus en plus de sportifs à titre individuel. Et cela, malgré les prix en argent très importants offerts par la RSA pour les appâter, et aussi malgré la « couverture » assurée par les médias internationaux.

En conclusion de son rapport, le SCAA renouvelle son appel à ne plus permettre aux athlètes qui « fraternisent avec et bénéficient de l'Apartheid » d'obtenir ailleurs des engagements et de gagner ainsi de l'argent. En cette année 1982 (l'année internationale de la mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud), il insiste par ailleurs sur la nécessité d'une action concertée entre les gouvernements et les différentes organisations sportives pour empêcher la participation des athlètes à des rencontres avec l'Afrique du Sud.

Jibé

(1) Pas plus tard que le 11 mars dernier, le président de la fédération de rugby, M. Ces Blazey a annoncé qu'il se rendait malgré la demande du gouvernement néo-zélandais, en Afrique du Sud pour discuter des relations futures entre les fédérations sud-africaines et néo-zélandaises.

sorties

MEETINGS

TERRE NOUVELLE animera durant 8 jours à la Bastille du 20 au 28 mars, 8 jours de solidarité sur les thèmes divers et proches la paix, l'agriculture écologique, la communication... Expositions, projections, débats durant toute la journée du samedi 27 mars 1982 consacrée à la Solidarité contre la Faim dans le MOnde.

LA PETITE FILLE... VERS LA FEMME : est le thème du colloque organisé les 18, 19 et 20 mars par la fédération internationale pour l'éducation des parents avec le concours de l'UNESCO au Centre International d'Etudes Pédagogique 1, Av. Léon Journault - 92310 Sèvres.

COLLECTIVE DES DOSSIERS : Des camarades africains qui ont ouvert un dossier en vue d'une demande de réintégration se trouvent confrontés à de sérieux problèmes. Des lenteurs de la procédure découlent des difficultés dans le domaine de la recherche du travail et une insécurité due à la situation précaire qui résulte de l'obligation à renouveler leur carte de séjour tous les 3 mois.

En vue d'une accélération, nous donnons rendez-vous aux camarades intéressés le samedi 20 et le samedi 27 mars à 10h30 à la salle Saint-Bruno, 8 bis, rue Pierre l'Ermite - Paris 18ème. Métro Barbès.

BERBERE : Dans le cadre d'une expo photo vidéo sur le thème « Fou-Voyou » réflexion autour d'elle problème de la marginalité, l'association culturelle berbère présentera le 24 mars à 20 h une pièce de théâtre d'ACU YI et du chant des Aurès avec Messaoud, des chants de Kabylie avec le groupe Azenzar (suivi d'un débat sur l'identité berbère). - 46, rue de Ménilmontant.



CLERMONT FERRAND : L'Association culturelle marocaine :

- donne des cours d'arabe pour les enfants, tous les mercredis et samedis après-midi au préfabriqué dans le quartier d'Elamina.

- anime une émission de radio libre sur Fréquence 101 (Mgh) tous les samedis de midi à 14h.

Permanences de l'A.S.T.I. tous les samedis de 10 h à 12 h à partir du 3 avril, 11, rue des deux Marchés.

Gala : Pour clore la quinzaine culturelle du M.R.A.P., grande fête dimanche 21 mars à partir de 18h. Maison des Congrès avec Tonio Escamez. Ahl el Hal et Djurdjura.

MEMORIAL FRANTZ FANON



...c'est d'abord le combat pour l'existence rationnelle qui débouche la culture, et lui ouvre les portes de la création. (Aline)

Ce poster destiné à financer le mémorial F. Fanon en Martinique est disponible. Contacter le journal et demander Aline

ORLEANS :

Le Comité Solidarité Immigré organise un meeting pour faire le point et explicite la situation actuelle de la procédure de régularisation.

Le samedi 27 mars à 16 h à la salle des Carmes. - Orléans.

THEATRE

LA RECREATION DES CLOWNS : De Nourredine Aba autopsy d'un tortionnaire se joue le 18 et 19 au Havre, le 20 à Montaterra, le 23 à St-Jean de Breuille, le 25 à Angers.

EXERCICES DE STYLE : De Raymond Queneau par le Théâtre d'Aujourd'hui le 19 mars à 21 h au Théâtre de Louvrais à Pontoise.

NEDJMA présente « Barka » à Vigneux le 20 et à Montpellier du 24 au 8 avril au café théâtre le doyen.

FILMS

CINEMATEP (Tep Théâtre National) le 23 à 14h30 « Gosses de Tokyo » de Yasafiro Ozu « Pastorale » d'Otar Iosseliani (URSS).

Le 27 à 20h Vues d'ici de Vincent Pinel et Christian Zafirian « Le salon de musique » de Satyafit Ray (Inde)

FILM-DEBAT : Organisé par la ligue des droits de l'homme, section Paris-Centre et le mouvement anti-apartheid, l'African National Congress et la S.W.A.P.O. film : « Génération de résistance ». Entrée : 15 Francs.

PANORAMA DU CINEMA MAGHREBIN : Au Centre Culturel D'Argenteuil présente le 21 à 15h30 « La Noire » de O. Sembene (Sénégal) suivi d'un débat.

Le 24 à 18h30 Le Centre Culturel du Mexique Cinéma Latino-Américain projection d'un film inédit en France.

KETCHUP VIDEO : (Vidéo Vidéo) n'en plus finir jusqu'au 20 au Bains Douches.

Soirée **CINEMA-DEBAT** contre le racisme le samedi 20 de 18h à 2h du matin à la Banque de l'Image - 34, rue St-Séverin - Paris 5ème au programme Soleil O de Med Hondo à 18h Mauritanie. La dernière Tombe à Dimbaza de Nana Maomo Afrique du Sud à 21h. La Noire de... de Sembene Ousmane (Sénégal) à 22h45. Pather Panchali de S.Ray (Inde) à 0h00.

EXPOS

TIXIER : Trace des dessins jusqu'au 31 à la Forge 18-20, rue de la Forge Royale - 75011 Paris. 24 peintres du Maghreb + invité d'honneur : Aly Ben Salem exposent jusqu'au 26 de 11h à 18h à l'ICEI 43 bis rue des Entrepreneurs - 15ème.

Ruben Lopez expose ses caricatures « Les grands Pieds et les Petites Gueules » jusqu'au 2 avril au Centre Culturel Latino-Américain.

Dans le cadre de la journée organisée le 21 mars par le MRAP sous l'égide de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale seront présentés le 20 mars à 15 h salle Mienville une émission PTT « premier jour » du Timbre « lutte contre le racisme », le 21 mars à 14h30 au Palais des congrès Festival de Folklore international (chants, danses et musique), seront présentés les groupes suivants :

Nedjma groupe algérien. **Les Hibisans** et **Magma** (folklore antillais), **Tierra Brava** (folklore latino-américain), **Rouda Tipica** (musique portugaise), **Houa Agadati** (musique israélienne) et **Kalina** (folklore polonais). Bonne fête !!

REVUES

REVUES : Le n° 2 de **FILM ACTION** vient de paraître, au sommaire : beaucoup d'actualité et un dossier Ecrans colonisés sur lesquels s'interrogent Armand et Michelle Martelard, Cl Degang, G. Hennebelle en vente en librairie et Kiosques 10f.

MUSIK

NEW MORNING : 5, rue des Petites Ecurie : Le 20 mars dernier Round de Stan Getz, Bovick and Parners Afro-Reggae le 25, 26 et 27.

DIANE DUFRESNE : Big Show le 24 à l'Hippodrome de Pantin.

LES DISSIDENTS Le 27 à Courbevoie (MPT 14 Square de l'Hôtel de Ville). Swing at Six avec Mosko Quintet le 19 à la MJC des Ulis.

EMMANUEL BEX ET XAVIER JOUVELET : Au Feeling - 6 rue des Lombards - Paris.*

CHRISTIAN VANDER : Group au Dreher place du Châtelet les 24, 25 et 26.

Plume au vent avec Plume Latraverse le 19 à Lyon, le 20 à Clermont Ferrand.

Bidon K Percussions les 19, 20 et 21 à la MJC de Bellegarde.

Djamel Allam le 19 à 21 h à la salle des fêtes place Mésirard - Dreux.

François Béranger le 23 à Nevers à la Maison de la Culture Quai P de Coubertin.

Le Quarteto Cédron joue le 24 au théâtre Municipal de Fontenay Le Comte.

Didier Lockwood le 20 à Villeneuve St-Georges au Centre Culturel.

THEATRE DUNOIS : 28, rue Dunois - 13ème, le 21 à 20h30 Bekummernis big band.

Le 22 Jacques Berrocal (Application).

Le 26 et 27 « MLD D4 » avec Fred Van Hove (piano) Marc Charig (Tp) Phil Wachsmann (VI) Gunter Sommer (perc).

THEATRE NOIR : 23, rue des cendriers - 20ème

Le 21 à 17h Francis Bebey poète et musicien africains des temps modernes.

Du 23 au 28 à 20h30 Sacy Perere musique Afro-Brésilienne.

LE PALACE : Rue du Fbg Montmartre présente le 25 Dave Edmunds et le 26 Maze.

ART ENSEMBLE OF CHICAGO AU Bataclan ou à l'Elysée Montmartre le 24.

ANNONCES

S.O.S. recherche : Mr Ladjadj Mahjoub, ferme Cardonat n° 6 Vieux-Kouba (Alger) s'inquiète de la disparition de sa soeur Ladjadj Aziza née le 29/04/53 à H. Dey Alger. Disparue depuis 4 ans à la suite de déceptions de son mariage, demande de soutien...

Après avoir obtenu de ses nouvelles, libre à elle de reprendre contact. Son unique souhait est qu'elle soit heureuse. Son dernier domicile : 4 rue Eugène Varlin - 93 Montreuil.

LE CENTRE CULTUREL MAGHREBIN NEDJMA : 69, rue boissière - 75116 Paris 16 - Tél : 500 92 17 demande des moniteurs(trices) bénévoles en langue arabe et des animateurs musique théâtre.

LA COMMISSION CFDT DES TRAVAILLEURS

Mots croisés par Hartmann

Solution grille n° 42

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	B	I	D	J	A	N	P	O	
2	M	A	U	R	I	T	A	N	I
3	R	E	L	A	T	E	E	R	S
4	D	E	C	O	L	O	R	E	E
5	C	E	S	M	E	L	A	L	
6	O	K	S	I	E	C	U		
7	N	E	R	P	R	U	N	S	M
8	G	R	E	E	R	P	I	E	
9	O	M	O	U	F	L	O	N	S
10	A	I	S	S	A	O	U	A	S

Grille n° 43

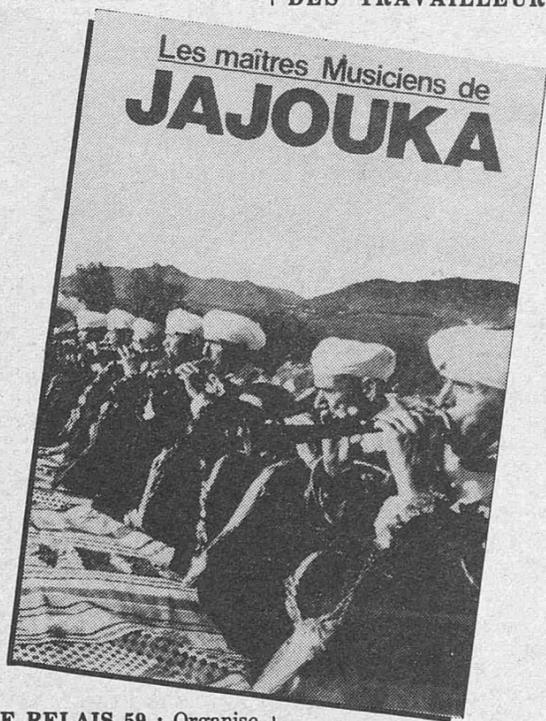
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

HORIZONTELEMENT :

1. Ville de Tunisie.
2. Femelle du lièvre. - Ote les noeuds.
3. Ville Belge. - Assaisonnement.
4. Chose tangible. - Poussé.
5. Ville de Grèce.
6. Fleuve d'U.R.S.S. - Instruments de chirurgie.
7. Pays de Suisse. - Note.
8. Contrefait. - Pays d'Asie.
9. Cube. - Liaison. - Déesse.
10. Laize. - Ville d'Algérie.

VERTICALEMENT :

1. Capitale Africaine.
2. Coule en Suisse. - Serre.
3. Doctrine Musulmane.
4. Près de Langon. - Fin de soirée.
5. Pays d'Afrique. - Article Arabe.
6. Partie de roue. - Port d'Italie.
7. Chénopode.
8. Patriarcale. - Dans. - Outil.
9. Ville Allemande. Découpe.
10. Règle. - Lettre Grecque.



LE RELAIS 59 : Organise toute la journée du 20 une fête de quartier avec de nombreux groupes culturels portugais, Maghrébins, africains, français... au Square Trouseau, à Aligre, au Collège Diderot, au Relais 59 : Vous trouverez braderie, musique, danses, infos, films vidéo, théâtre, mime etc... renseignement au 343 20 82 ou au Relais 59 av Daumesnil - 12ème.

IMMIGRES à Rouen organise des permanences le lundi de 17 à 18 h et le vendredi de 16 à 18 h de S.O.S. Régularisation au 22 Bld des Belges - 76000 Rouen.

STAGE de littérature Africaine et Antillaise le 22 et 23 mars aux Editions Karthala 22/24 Bld Arago - 75013 - Paris. Ce stage s'adresse aux bibliothécaires et documentalistes, aux enseignants de français renseignements - Tél : 331 15 59.



FATIHA

Le regard doux et pensif, les cheveux courts tenus élastique, les mains rougies par le froid, Fatiha s'avance vers moi. Depuis plusieurs jours de larges cernes, sur son visage déjà très pâle, la rendent encore plus fragile. Elle parle d'une voix lente et fatiguée s'excusant du dérangement qu'elle m'occasionne.

Sa bouche en coeur ébauche un sourire, ses petits yeux noirs et étirés vers les tempes brillent l'espace d'un instant et de nouveau sa petite moue douloureuse réapparaît sur son visage.

Chaque jour à la sortie des cours je prends quelques élèves que je dépose sur mon chemin. Aujourd'hui elle est ma seule passagère. Je m'inquiète de sa santé. J'apprends que depuis plus de trois ans elle souffre d'hémorragies inter-cycle. Ses parents l'ont emmenée dans divers hôpitaux d'Alger et les professeurs sont restés très vagues sur la nature de son mal.

« Vous savez, madame, moi je crois qu'ils ne veulent pas dire la vérité. C'est pas normal de perdre tout ce sang. Regardez je suis toute blanche, je n'ai plus de force... et quand ça s'arrête je pense toujours que ça va recommencer... La vérité c'est que je vais mourir et qu'ils ne veulent pas me le dire »

Que répondre ? Je n'ai jamais pu rester indifférente à l'idée de la mort, elle me trouve toujours sur la défensive prête à la combattre. J'argumente, j'essaie de faire passer ce courant de vie, cet espoir combattif. Nous bavardons longuement. Je la persuade d'aller voir un autre médecin, je m'informerai, je l'accompagnerai.

La voiture quitte la route et prend le petit chemin qui longe la voie ferrée et qui conduit à la maison de son père. Nous traversons le pont rapidement, l'espace entre la voie et la ballustrade ne permet pas le passage du train et d'une voiture. Je franchis vite la distance qui me sépare du terre-plein où je stationne. J'ai accepté l'invitation de Fatiha, j'ai besoin d'en savoir plus.

J'aime la joie que je lis dans ses yeux, la vigueur qui anime à présent son corps lorsque nous enjambons la voie ferrée et que nous grimpons le long du terre-plein pour rejoindre le sentier qui conduit à sa porte.

Nous entrons dans une cour, à gauche une petite pièce dans laquelle elle m'introduit. Une banquette appuyée contre le mur, des coussins, un vieux buffet de cuisine, une table et deux chaises. Je reste seule quelques instants ; une petite fenêtre me permet de voir la vallée au fond de laquelle se blottit le village, les bâtiments neufs du lycée se dressent leur tête au-dessus des arbres. Un portillon s'ouvre dans la cour et me laisse découvrir une seconde courette d'où sortent Fatiha et quelques femmes. Une ribambelle de gosses m'entoure. On m'embrasse. On me touche. Des compliments. Fatiha a parlé de

moi. On m'aime sans manières. Un flot de tendresse me submerge. Les enfants rient en se serrant contre les « sarouals » de leur mère.

Une jeune femme apporte la cafetière bleue émaillée, la mère dispose sur la table les tasses et une petite assiette de biscuits.

Fatiha me montre une photo, c'est un jeune homme, un cousin, son fiancé. Depuis le jour où les parents ont décidé de les marier, cela fait bien trois, elle ne le revoit plus. Ils attendent qu'elle ait son bac et puis sa santé fragile ne lui permet pas de se marier bien qu'elle soit presque en âge de le faire. Je sens Fatiha tendue. L'arrivée de son

peux m'empêcher de penser : « comme elle a dû être belle ! ». Une grande majesté se dégage de toute sa personne. Les ans aux ans apportent la sagesse.

Fatiha et son père m'accompagnent jusqu'à la voiture. J'apprends qu'il vient de sortir de l'hôpital. Une tuberculose. C'est du repos qu'il lui faudrait mais il doit travailler son petit carré de terre s'il veut donner à manger à sa petite famille.

« La santé, madame, c'est le plus grand don de Dieu. Moi maintenant je suis vieux. »

J'apprends qu'il se loue dans un village voisin. Il a soixante treize ans.

Quelques jours plus tard, en quittant la salle des professeurs je vois venir vers moi ses camarades de classe, un présentiment, mon coeur se serre, l'un d'entre elles éclate en sanglots. Fatiha a tenté de se suicider. On l'a transportée dans un hôpital d'Alger. Les médecins ne peuvent pas se prononcer. J'essaie de savoir ce qui s'est passé. Hier c'était son anniversaire, dix-sept ans, sur son cahier de vœux chacun et chacune avait apporté son témoignage d'affection, collant des cartes postales, des fleurs découpées, des photos, recopiant des chansons, des poèmes. Les mêmes phrases maladroitement écrites en arabe et en français. « Que Dieu te donne longue vie... Tout ce que tu désires... » Elles avaient beaucoup ri, elles s'étaient beaucoup embrassées. Elle leur avait dit sous forme de boutade : « Si je meurs, je veux que l'on couche près de moi toutes ces phrases d'amitié ». Pendant le cours de physique, elle avait éclaté en sanglots et pressée de questions elle leur avait dit qu'elle allait mourir parce qu'elle avait avalé un tube de comprimés. On l'envoya à l'infirmerie et personne ne crut à son histoire. Après les cours ses camarades l'accompagnèrent chez elle. L'une d'entre elles, inquiète, passa la chercher le lendemain matin et tous ses efforts pour la réveiller furent vains...

La journée se passa dans l'angoisse, en fin d'après-midi j'appris qu'elle était sauvée.

A son retour, je discutais longuement avec elle, de l'absurdité de son geste, de la nécessité de se prendre en charge et de lutter contre ce mal.

Un jeune médecin de la région a une fort bonne réputation. Nous allons le voir.

Au premier étage d'une cité HLM, un cabinet médical aux murs nus. Des bancs reçoivent une clientèle essentiellement féminine entourée de bambins. Des femmes sont assises à même le sol, leur bébé endormi entre leurs jambes croisées. Nous attendons notre tour entourées d'enfants. Nous pénétrons dans une pièce, pour tout mobilier une armoire métallique vitrée, quelques livres de médecine générale et de psychiatrie infantile, derrière un bureau métallique usé par les ans, un regard jeune, une voix chaleureuse.

Des propos anodins où se mêle la longue histoire, maintes fois racontée. Avec beaucoup de tact des questions sont posées. Nul médicament n'est prescrit si ce n'est quelques fortifiants, des recommandations de repos et quelques visites où je l'accompagne.

Peu à peu le voile se déchire. Fatiha n'est pas malade ou du moins elle n'est malade que de la société dans laquelle elle vit. Son corps a dressé autour d'elle une barrière de crainte et de peur. L'éventualité de sa mort, ce sang omniprésent ont peu à peu ouvert le coeur et les yeux de ses vieux parents.

Aujourd'hui institutrice dans son village, elle poursuit des études à l'Université et met son expérience au service de toutes celles qui souffrent encore d'être femmes dans une société qui refuse de les reconnaître.

Arlette Casas-Arab

« Que dieu te donne longue vie... »

secs en forme d'étoiles, de croissants, etc... On me présente toute la maisonnée, une nièce qui est orpheline et qui est venue se reposer après son accouchement. Elle vit à Alger avec ses beaux-parents. Ils sont plusieurs couples dans le même appartement. Il y a beaucoup d'enfants. Elle peut ici se reposer. Les autres femmes sont des voisines venues passer l'après-midi. Il y a parmi elles une future mariée, elle rougit sous les quolibets de la compagnie. Elle attend ses dix-huit ans pour épouser le garçon choisi par ses parents. Elle vit au milieu des femmes qui lui apprennent ses devoirs et ses obligations d'épouse. Pour elle rien n'a changé...

Fatiha fait l'admiration de toutes. Elle est instruite, elle travaille bien à l'école mais je sens dans le regard de chacune de la compassion, elle n'est pas comme toute le monde.

père, un vieillard doux et charmant arrête les bavardages. Il s'enquière de sa fille et tandis qu'elle sort pour débarrasser, il me dit combien Fatiha est nerveuse. On ne peut rien lui dire. Le moindre reproche la fâche. Il m'entraîne à sa suite.

« Nous sommes pauvres vous savez mais notre fille elle manque de rien »

Je visite sa chambre une pièce rajoutée comme toutes les autres pièces de la maison autour de la courette. Un grand lit, un vieux poste radio à piles, une lampe de camping sur un long pied, dernier achat du père pour qu'elle puisse étudier le soir. Une chape de ciment recouvre le sol. Les nuits d'hivers on rudes.

Il se fait tard, je prends congé, on me raccompagne. Je m'éloigne sur le sentier, la mère est restée près de la porte, son regard encore jeune, ses traits fins, les tatouages délicats de son front et de son menton, je ne

